



Mobilisation en faveur du « ticket étudiant » dans la province de
Mendoza :
Une réussite exemplaire ?

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'un apprentissage de la recherche. Il est donc nécessairement inabouti et présente des imperfections et des insuffisances. Par ailleurs, l'IEP n'entend donner aucune approbation aux informations et aux analyses contenues dans ce mémoire. Elles doivent être considérées comme relevant de la seule responsabilité de l'auteur.

« Une société n'est pas une marmite où les sujets de mécontentement, à force de bouillir, finissent par faire sauter le couvercle, c'est une marmite où un déplacement accidentel du couvercle déclenche l'ébullition, qui achève de le faire sauter » P. Veyne

Je tiens à remercier en premier lieu Monsieur Christian le Bart ainsi que toute l'équipe du séminaire pour leurs précieux conseils tout au long de l'année.

Je remercie toutes celles et ceux qui m'ont accordé de leur temps au cours d'un entretien. Bien plus qu'une aide à la réalisation de ce travail, ils m'ont apporté des éléments de compréhension de l'Argentine moderne décisifs.

Je tiens également à remercier Ruben Cruz, Président des commissions de députés sans qui les démarches d'enquête n'auraient pas été si faciles. Un grand merci à Daniel, « el Chino », pour son soutien et ses bons contacts.

Enfin, merci à ma famille et à Mathilde et Elie, mes colocataires qui m'ont soutenu au quotidien.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION..... | 6 |
| I. LES « AGRUPACIONES » EN ACTION OU L'ORGANISATION DU MOUVEMENT | 14 |
| A. Le lien entre organisation syndicale et organisation partisane..... | 14 |
| 1.Un mouvement à proprement parler politique | 15 |
| 2.Le scepticisme généralisé vis-à-vis de l'action politique..... | 18 |
| 3.Quelle efficacité pour quelles institutions ? | 22 |
| B. La coexistence de deux mouvements | 26 |
| 1.Deux idéologies, deux modèles, deux répertoires d'action combinés mais peu coordonnés | 26 |
| 2.Le besoin de « l'autre mouvement », entre légitimité et efficacité .. | 30 |
| 3.Ennemi commun et but commun | 34 |
| II. EMOTION ET MEMOIRE NATIONALE..... | 39 |
| A. Le sentiment de faire l'Histoire..... | 40 |
| 1.Demande historique et idéologique : l'Université pour tous..... | 41 |
| 2.Un mouvement romantique | 45 |
| B. Une référence écrasante : la « noche de los lápices » | 50 |
| 1.La noche de los lápices..... | 50 |
| 2.Identification empathique des législateurs en faveur des étudiants | 53 |
| 3.Affirmation du caractère démocratique..... | 56 |
| III. UNE FENETRE D'OPPORTUNITE POLITIQUE GRANDE OUVERTE: ANALYSE D'UN CONTEXTE FAVORABLE | 62 |
| A. Côté étudiant : perceptions et anticipations favorables..... | 62 |
| 1.Une période de conflit social..... | 63 |

| | |
|--|----|
| 2.Effet d'entraînement et baisse des coûts à l'engagement..... | 66 |
| 3.Les acteurs mobilisés actifs dans la construction d'une structure favorable..... | 69 |

B. Coté législateurs : une configuration politique idéale.....73

| | |
|---|----|
| 1.La structure des opportunités politiques favorable : instabilité des alignements..... | 74 |
| 2.La structure des opportunités politiques favorable : division des élites et existence de soutiens influents | 78 |
| 3.Une demande à peu de coûts | 82 |

| | |
|------------------|----|
| CONCLUSION | 87 |
|------------------|----|

| | |
|---------------------|----|
| BIBLIOGRAPHIE | 89 |
|---------------------|----|

| | |
|------------------------|----|
| MATERIAUX D'ETUDE..... | 91 |
|------------------------|----|

| | |
|---|----|
| TABLE DES ANNEXES..... | 93 |
| Les annexes ne figurent que sur la version papier | |

INTRODUCTION

Avril 2008 : dans la ville de Mendoza, capitale de la province argentine du même nom, les étudiants engagent une action collective pour réclamer l'universalisation du ticket de bus à moitié prix, le « medio boleto universal », que nous traduirons par « ticket étudiant universel. » Pendant près de deux mois, ces derniers manifestent tour à tour, tous les mercredis, devant la « Casa de gobierno », siège du gouvernement provincial puis devant la législature, lieu du pouvoir législatif de la province.

Le 10 juin de la même année : les étudiants obtiennent la sanction législative de leur demande, c'est-à-dire la garantie par loi selon laquelle tous les étudiants de la province peuvent accéder au tarif préférentiel revendiqué.

Depuis 2002, un règlement et une loi provinciale offraient déjà cet avantage aux élèves boursiers ainsi qu'à ceux qui justifiaient d'une situation économique et sociale ne leur permettant pas de payer le bus au tarif complet. Comment expliquer alors ce soulèvement, si les élèves ayant réellement besoin de ce coup de pouce de l'Etat pour étudier en bénéficiaient déjà ? S'il existe à cette question des réponses de type idéologique, à savoir que le droit à l'enseignement est un droit garanti constitutionnellement, la cause immédiate est à trouver dans une résolution du rectorat qui entendait « préciser un ensemble de procédures techniques pour la détermination des bénéficiaires du ticket de bus à moitié prix »¹. Les étudiants ont immédiatement interprété cette annonce comme une restriction future de leur droit et du nombre de personnes bénéficiaires. Lorsqu'ils interceptent cette résolution, les étudiants convoquent immédiatement des assemblées générales dans les différentes facultés afin d'organiser la mobilisation ; ils décident ensuite non pas de réclamer l'abrogation de ladite résolution mais d'exiger l'élargissement de leur droit, à travers l'universalisation, et sa garantie par loi ainsi que la garantie par loi des avantages tarifaires dont bénéficient déjà les élèves du primaire et du secondaire. En conséquence, les élèves du secondaire se joignent aux manifestations des étudiants. A raison d'environ une mobilisation par semaine et d'une participation numériquement croissante, ils obtiennent en à peine plus d'un mois le vote de la loi dans la chambre basse, la chambre des députés provinciaux et deux semaines plus tard, sa sanction, avec son vote par les sénateurs provinciaux.

¹ Résolution n° 268, annexe n°3

Alors étudiante étrangère à l'Université Nationale de Cuyo (UNC), j'ai personnellement participé au mouvement des étudiants, et ce pour deux raisons : d'une part par solidarité envers eux ; parce qu'ils étaient mes amis et que leur demande me semblait juste. Adhérant à l'idée selon laquelle l'éducation et un droit qui doit être garanti par l'Etat, une condition essentielle à la démocratie et à la liberté d'un peuple, je percevais leur réussite potentielle comme un pas supplémentaire vers cet idéal. Et d'autre part, ma participation relevait de la curiosité ethnographique. J'avais en effet à cœur de comprendre le fonctionnement du mouvement, ses différences avec ce que je connaissais, avec mes références intuitives.

Le mouvement, pour celui qui ne connaît pas le fonctionnement de l'université apparaissait réellement confus. L'activisme était palpable à la faculté de sciences politiques : les réunions de commissions, les assemblées... Pourtant, une partie du mouvement restait dans l'ombre : qui avait écrit ce projet de loi, qui coordonnait l'organisation ? Et ce d'autant plus qu'il me semblait que les différents militants ne jouaient pas franc jeu, la logique politique exigeant une mise en avant constante de l'appareil auquel ils appartenaient. Par exemple, je savais que le projet de loi avait été porté par la Fédération Universitaire de Cuyo²(FUC), organe officiel et maximum de représentation étudiante, mais n'en connaissais aucun de ses représentants alors que j'avais participé aux assemblées, à quelques réunions de la commission de diffusion et à des activités d'affichage. Certains militants m'affirmaient que le projet avait été rédigé par eux-mêmes, par leur syndicat, ce que j'avais bien du mal à croire, les connaissant. Je ne m'expliquais pas non plus les dissensions lors des assemblées générales. Et j'imaginai que l'impératif, la nécessité première était de générer plus de participation ; or je découvris bientôt qu'un tel niveau de participation était une réussite en soi.

L'idée de recherche m'est alors apparue, après la mobilisation, comme le meilleur moyen de satisfaire ma curiosité, de répondre à mes interrogations en suspens. Il est ici nécessaire de questionner la situation particulière d'étudiante étrangère dans laquelle je me trouvais à l'époque des manifestations : une connaissance plus que partielle des réseaux militants, des modes de fonctionnement classique de mobilisation de ce secteur et une grille

² La région de Cuyo est en fait plus large que la province ; certaines facultés qui dépendent également de l'UNC comme mathématique ou biochimie se situent par exemple dans la province voisine, San Luis

d'analyse biaisée par des références culturelles éloignées de celles des protagonistes. Mon premier réflexe était par exemple d'analyser l'organisation parfois aléatoire comme une conséquence de la nouveauté du phénomène, comme un premier stade d'institutionnalisation du mouvement étudiant alors que ce dernier était mis en place par des syndicats parfois existants depuis plus de 50 ans !

Comme le décrivent Stéphane Cadiou et Gaël Franquemagne³ la recherche s'inscrit dans « deux espaces-temps d'implication, militant et scientifique. » La *participation observante*, dont le terme même témoigne d'une inversion de la procédure classique, comporte ses avantages et ses biais. Cela permet en effet d'une part d'éviter les processus incertains de reconstruction a posteriori dans la mesure où le chercheur a assisté à la mise en place de la mobilisation, ses balbutiements, a vu interagir les différents acteurs et pu observer les conflits –sans pour autant en percevoir systématiquement la réalité latente ou la portée. Il me fut donc certainement plus facile lors de la phase de recherche de discerner les récits des acteurs, de percevoir le décalage entre leur interprétation et les faits (observés). Ma situation d'ignorance relative de l'organisation usuelle du mouvement étudiant permettait en somme d'adopter plus facilement la posture de méconnaissance naïve qui permet au chercheur de repérer les construits perçus par les acteurs comme naturels. L'écueil principal était par contre de considérer le fonctionnement français comme la norme, comme le but à atteindre. Et ce d'autant plus que les étudiants montraient une fascination pour la société française perçue comme la société de toutes les révolutions, et tous m'interrogeaient tant sur 1789 et que sur mai 68 et sur l'organisation actuelle des mobilisations étudiantes.

Le risque majeur consiste en fait à proposer une lecture évolutionniste des mouvements sociaux, empreinte d'ethnocentrisme. Il eut en effet été tentant d'analyser la mobilisation étudiante à l'aide des outils mis en place par Touraine. Ce dernier définit un mouvement social comme « le reflet de l'action d'un acteur dominé et contestataire s'opposant à un adversaire social pour tenter de s'appropriier le contrôle de l'historicité, c'est-à-dire des principales orientations de la vie collective⁴. » A partir de cette acception, Touraine définit deux générations de mouvements sociaux. En la prenant comme référence, le

³ S. Cadiou, G.Franquemagne; « Des chercheurs en colère ; retour (d'expérience) sur une mobilisation émergente », in *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, dir S. Cadiou, S. Dechezelles et A. Roger, L'Harmattan, Paris 2007

⁴ Touraine, cité par S.Cadiou et S. Dechezelles , « La problématique de l'émergence pour l'étude des mobilisations collectives ; Pistes et repères », in *Ibid*

mouvement des étudiants argentins aurait bien vite été analysé comme un « nouveau mouvement social » ; concept utilisé par Touraine pour décrire le renouveau parmi les mouvements sociaux dans les années soixante. L'idéologie et la charge culturelle sont fortes, la protestation dénonce le néo-libéralisme moderne, ce qui rapprocherait le mouvement d'un NMS. Dans la lignée de Touraine certains sociologues français laissent apparaître une troisième époque de mouvements sociaux, plus légalistes, fondés sur l'expertise et la professionnalisation, et mieux coordonnés du local vers l'international. Si j'insiste sur cette forme d'analyse c'est parce qu'elle m'a paru dans un premier temps séduisante. Heureusement, le biais principal, qui consistait à produire une recommandation paternaliste, a vite été mis à jour.

Nous travaillerons donc ici à partir de la définition de mouvement social proposée par Tilly et Oberschall, à savoir « un ensemble de conduites rationnelles, instrumentales par lesquelles un acteur collectif tente de s'installer au niveau d'un système politique, de s'y maintenir et d'y étendre son influence en mobilisant des ressources qui peuvent inclure la violence⁵.» Cette définition a pour avantage d'exclure l'idée selon laquelle les acteurs mobilisés sont nécessairement des acteurs subissant une forte domination. En effet, les étudiants disposent de nombreuses ressources, tant relationnelles qu'incorporées –entendues comme un ensemble de savoir-faire propres à la pratique contestataire. Le mouvement étudiant argentin possède par exemple ses syndicats et ses représentants.

Pour comprendre ce mouvement il apparaît essentiel de présenter la République et l'Université argentine nationale et provinciale, leurs buts, leur organisation, leurs participants. Qui sont ces étudiants, combien sont-ils, sont-ils représentatifs de la société ou ne sont-ils qu'une élite réduite ? L'Université argentine est publique, gratuite et laïque. Elle est antérieure à la formation de l'Etat argentin, indépendant en 1816. Il existe à l'intérieur de l'Université un réel espace militant, institutionnalisé. Les étudiants sont amenés à travailler avec les professeurs et l'administration. Il existe divers postes réservés aux étudiants, lesquels y accèdent en étant élus par leurs pairs. De nombreux syndicats sont présents dans les facultés et, à Mendoza, particulièrement dans la faculté de sciences politiques et sociales qui est de loin la plus politisée. Les étudiants élisent leurs représentants qui dirigent les centres étudiants qui élisent leurs représentants au niveau universitaire à travers l'élection des membres de la

⁵ *Ibid.*

Fédération Universitaire de Cuyo (FUC). En mai 2008, les syndicats majoritaires à la FUC sont le Mouvement Etudiant Latino Américain Régional de Mendoza, dit MILES⁶ et le Syndicat Universitaire National, AUN⁷. Leurs représentants sont respectivement Betiana, la Présidente et Pablo, le secrétaire général.

Si l'école est obligatoire et son accès garanti par loi de 6 à 18 ans, l'accès à l'université n'est lui pas garanti. Il existe en fait un système de pré-université de quelques mois au bout desquels les étudiants doivent passer un examen d'entrée. Parallèlement, la loi autorise les universités privées. En 2001, lors du dernier recensement, sur une population de 36 millions d'habitants, 1,2 millions de personnes faisaient des études universitaires. L'Université Nationale de Cuyo compte environ trente mille étudiants⁸. L'éducation universitaire en Argentine est donc relativement accessible, même si les secteurs les plus pauvres de la société qui représentent une frange importante n'y ont quasiment pas accès.

Historiquement, la particularité de la République argentine par rapport aux autres pays d'Amérique latine réside dans l'existence d'une classe moyenne et dans sa domination démographique. Néanmoins, bon nombre d'argentins vivent dans la misère et la pauvreté est en expansion depuis la décennie 90. La petite bourgeoisie se sent constamment menacée par la précarité depuis la grave crise de 2001.

Les Argentins, après plus de quinze ans de dictature militaire plaçaient beaucoup d'espoirs dans le retour à la démocratie au début des années 80. Ils ont vite déchanté face à la brutalité des crises économiques et sociales auxquelles ils furent confrontés⁹. Aujourd'hui, la situation semble stabilisée mais la confiance dans les institutions n'est plus la même. Le gouvernement actuel, de Christina Fernandez de Kirchner ne fait pas l'unanimité ni parmi la population ni parmi les membres de son propre parti, le Parti Justicialiste (PJ), qui n'est autre que le parti historique du général Perón.

L'agitation sociale est un phénomène classique en argentine ; s'y côtoient différentes figures emblématiques de la révolte sociale, du Che Guevara aux piqueteros en passant par les puissants syndicats ouvriers péronistes. La mobilisation devrait-elle alors être perçue comme quelconque ?

⁶ Movimiento Latino-americano Estudiantil Regional de Mendoza

⁷ Agrupación Universitaria Nacional

⁸ www.wikipédia.com.ar, article : Argentina

⁹ 1989 et 2001, crises économiques, sociales et politiques qui forcent les gouvernements à démissionner.

Ce qui attira mon attention c'est en fait la réussite si rapide du mouvement : les législateurs se sont en effet emparés de la demande étudiante pour y répondre de manière positive en un délai très court. Le mouvement n'était pourtant pas numériquement écrasant (tout au plus mille cinq-cents étudiants ont manifesté conjointement) mais il est parvenu à se créer un accès jusqu'à la législature. Ceci est d'autant plus remarquable que cette réussite intervient alors que le mouvement étudiant avait, depuis des années, de réelles difficultés à motiver ses troupes. Or lors des manifestations, on dénombrait un nombre important d'étudiants indépendants et les participants provenaient de toutes les facultés –alors que les années précédentes les mouvements étudiants n'ont pas passé la porte de sortie de la faculté de sciences politiques et sociales.

Quels éléments peuvent expliquer la réussite tant sur le plan de la mobilisation, de la participation que sur celui des résultats, de la satisfaction des revendications ?

La sociologie des mobilisations s'est redirigée vers une réflexion non plus basée sur les motifs de l'engagement mais plutôt sur ses stratégies. Dans un système démocratique, les manifestations apparaissent comme un processus routinisé. C'est-à-dire que l'engagement militant procède selon certaines stratégies connues et efficaces. Comprendre un mouvement qui réussit implique donc de mettre à jour les stratégies des acteurs. Ces derniers anticipent, calculent leurs chances de succès et réagissent en fonction des anticipations.

On ne peut toutefois exclure la portée émotionnelle du processus d'engagement et de mobilisation. Grâce à la perspective de « cadrage »¹⁰, développée par D. Snow, la portée émotionnelle, et par là même bien souvent culturelle d'une mobilisation est réintroduite dans l'analyse. L'émergence d'un mouvement découle d'une part de l'émotion ; on s'engage parce que l'on croit la revendication légitime, d'autre part d'anticipations positives : on s'engage parce que l'on croit pouvoir obtenir ce que l'on réclame.

Comme le suggère F.Chazel¹¹, pour étudier et comprendre tous les enjeux d'un mouvement, d'une mobilisation, trois angles d'analyse sont à prendre en compte : l'aspect stratégique de la mobilisation, la dimension politique et la dimension « symbolico-cognitive », liée aux références culturelles d'une société donnée.

¹⁰Snow D, « Analyse de cadres et de mouvements sociaux », in *Les formes de l'Action collective : mobilisations dans les arènes publiques*, dir. Cefaï D, Trom D Edition de l'école de Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001

¹¹ F. Chazel, in Chazel F, *Action collective et mouvements sociaux*, Presses Universitaires de France, Paris, 1993

La spécificité du mouvement étudiant étudié c'est que son succès procède d'un engagement à deux niveaux. Pour parvenir au vote d'une loi garantissant le ticket étudiant contre la volonté du gouverneur, un double passage à l'acte fut nécessaire. Deux types d'acteurs se sont engagés en faveur de la cause : les étudiants qui ont mené le mouvement et les législateurs qui ont investi, défendu et voté la loi.

L'étude entend en fait rendre compte des motivations et structures différenciées dans les deux sphères ayant démontré un engagement pour la cause. Il s'agit alors de croiser sociologie des mobilisations et sociologie de l'action publique pour embrasser l'ensemble des éléments explicatifs du succès étudiant. L'action publique s'accomplit dans notre cas grâce au vote des députés. Le travail de formulation du problème est fait par les étudiants, ces derniers l'imposent également à l'agenda. Le travail des députés correspond à la première étape de la mise en œuvre. Comme le souligne E.Henry¹² « analyser [la] prise en charge [d'un problème] par les acteurs politiques et administratifs comme le résultat direct d'une action héroïque de la part de quelques acteurs longtemps isolés [...] ne rend qu'imparfaitement compte de la réalité. De nombreuses autres logiques sont à prendre en considération. » La prise en charge dépend de logiques propres au secteur politique.

L'idée fondamentale est donc de rendre compte de ces deux logiques, celle des étudiants et celle des acteurs politiques et de réfléchir à la manière dont elles s'articulent.

En conséquence, les matériaux utilisés pour réaliser cette étude proviennent des deux sphères d'engagement.

Pour tenter de révéler et d'analyser les stratégies des étudiants j'ai réalisé six entretiens avec des militants étudiants engagés dans la cause. Ces derniers m'ont fourni un certain nombre de documents officiels rendant compte des démarches menées auprès des législateurs ou encore du rectorat. L'un d'entre eux m'a également remis un petit livre sur la réforme universitaire de 1918, période fondatrice de l'Université moderne en Argentine mais également du mouvement étudiant institutionnalisé.

Pour tenter de dévoiler les logiques de l'engagement des législateurs j'ai procédé à cinq entretiens auprès de cinq législateurs de cinq partis différents. J'ai également travaillé sur les journaux de session des deux chambres, c'est-à-dire sur les débats parlementaires du projet de loi de ticket étudiant universel.

¹² E. Henry « Quand l'action publique devient nécessaire : qu'a signifié « résoudre » la crise de l'amiante », in *Revue française de science politique*, vol 54, n°2, avril 2004, p.289-314

J'avais également dans un premier temps pensé travailler sur le traitement médiatique de la mobilisation. J'ai donc collecté les articles des différents journaux provinciaux qui traitaient le sujet. J'ai rencontré un journaliste. Mais la réflexion autour des médias n'était pour l'objet qui nous intéresse pas très éclairante. Le sujet était traité de manière brève et plutôt neutre. L'entretien avec le journaliste aura finalement été exploité mais ce n'est guère son état de journaliste qui a retenu mon attention mais plutôt son expérience en tant qu'étudiant indépendant.

Le travail proposé entend donc rendre compte de la stratégie des manifestants et des motivations et calculs des deux groupes. La stratégie des parlementaires ne nécessite pas ici d'être étudiée puisqu'ils sont en fait passifs dans l'émergence du problème. Le problème est mis à l'agenda lorsque les étudiants manifestent face à l'assemblée et il est traité deux semaines plus tard, c'est-à-dire presque immédiatement.

Il s'agira par contre d'étudier de manière parallèle les raisons historico-culturelles qui justifient l'engagement des deux types d'acteurs. Selon le même principe, nous nous pencherons ensuite sur l'ouverture d'une « fenêtre d'opportunité » qui a permis le double engagement. Par « fenêtre d'opportunité » on entend la rencontre conjoncturelle des intérêts de différents types d'acteurs, étudiants et législateurs ainsi que la rencontre entre un problème, une solution et une structure politique conjoncturelle favorable.

Dans une étude en trois parties nous nous intéresserons dans un premier temps à la dimension stratégique ; qui sont les acteurs porteurs du mouvement et comment mettent-ils en place la lutte ? Quels sont leurs ressources et leur répertoire d'action ? Il s'agira ensuite de s'interroger sur la dimension historique et culturelle de la mobilisation car il apparaît que l'histoire commune des argentins a permis d'étendre le consensus au niveau des étudiants comme à celui des politiques. Enfin, nous étudierons la configuration conjoncturelle du contexte politique. Une fenêtre d'opportunité est en effet grande ouverte, ce dont profitent étudiants et législateurs.

I. Les « agrupaciones¹³ » en action ou l'organisation du mouvement

Quelle fut la stratégie d'action syndicale ? Une mobilisation, un mouvement social, pour réussir, s'implanter, agit en effet comme un acteur stratégique. Bien plus qu'un représentant idéologique, un mouvement social est une organisation dotée d'un certain savoir. Les différents syndicats possèdent tous un répertoire d'action déterminé et des ressources précises. Le mouvement syndical étudiant argentin et mendocino n'est pas débutant : il possède ses modes d'action spécifiques et son implantation dans la société est ancienne et stable. Il s'agit ici d'observer la mise en mouvement de la mobilisation.

Dans un premier temps nous nous attacherons à mettre en avant et à expliquer la spécificité argentine: le mouvement syndical appartient à la sphère politique, il en est un des rameaux, un très fort lien existe entre les organisations syndicales et les partis politiques. Ce trait fondamental du mouvement se montrera particulièrement éclairant pour expliquer que la mobilisation autour du ticket étudiant se divise en fait en deux mouvements parallèles, deux mouvements dont l'idéologie et l'allégeance sont antagoniques.

A/Le lien entre organisation syndicale et organisation partisane

Les mouvements sociaux argentins vivent depuis une dizaine d'année un paradoxe : alors que les syndicats, corporations et autres organes représentatifs du peuple ont depuis leur fondation une portée et un attachement politique, le citoyen lambda se montre, depuis les récentes crises politiques, sceptique, même méfiant vis-à-vis de la sphère politique. A l'examen, il apparaît toutefois que cette politisation des mouvements sociaux est à mettre en relation directe avec le type d'institutions qui gouverne le pays.

¹³ Le terme d' « agrupación », que nous traduirons par syndicat est en fait plus précis que le terme français : il désigne précisément un syndicat étudiant, un mouvement situé à l'intérieur de l'université. Le terme « gremio », quant à lui, désigne un organe de représentation syndicale, il est généralement utilisé pour désigner l'organe de représentation syndicale dans une entreprise, publique ou privée. Ce terme sera quant à lui, au cours de ce mémoire traduit par l'expression « représentants syndicaux ».

1. Un mouvement à proprement parler politique

Le mouvement étudiant argentin est un mouvement composite, où une multitude de syndicats s'opposent, s'allient et se partagent le contrôle des pôles de décisions universitaires. Pour comprendre la logique politique de ce mouvement il semble nécessaire dans un premier temps de présenter les différents syndicats. Nous nous attarderons ensuite sur le rôle qu'ils jouent dans la gestion de l'université, c'est-à-dire la place laissée à l'étudiant à travers ses représentants.

Les différents syndicats se définissent en premier lieu par leur allégeance à un parti ou à une idéologie politique. Une présentation de l'arc politique représenté s'impose alors.

Nous nous baserons pour cette analyse principalement sur la faculté de sciences politiques et sociales : d'une part elle est la mieux connue de l'auteur, ensuite elle est celle qui compte le plus de syndicats, celle où le plus de tendances sont représentées et enfin parce que ce sont en grande majorité les étudiants de cette faculté qui ont donné corps, organisé et participé au mouvement qui nous intéresse. En bref, parce qu'elle est exemplaire, parce qu'elle apparaît comme le lieu où se manifeste de la manière la plus aboutie la politisation syndicale.

On y trouve tout d'abord le bras étudiant de l'Union Civique Radicale (UCR) qui n'est autre que la Franja Morada¹⁴. Ce syndicat existe nationalement, tout comme le parti auquel il s'identifie. Ce mouvement est même intégré à la carte organique du parti. Il est issu d'une scission qui intervient à la fin des années 80 au sein de la « Coordinatrice¹⁵ » ; c'est pour se lier plus étroitement aux partis que les militants de cette dernière se séparent¹⁶. Emerge également de cette scission le MNR¹⁷, Mouvement National Révolutionnaire, syndicat socialiste, aujourd'hui lié au parti ARI¹⁸, Affirmation pour une République Egalitaire. Il est à noter que ces syndicats revendiquent leur rôle dans l'échiquier politique. Quand les militants en définissent la ligne ils explicitent cette relation, l'affirment. Ils ont des liens avec les

¹⁴ Frange mauve, à la couleur de la révolution universitaire

¹⁵ « la Coordinadora », syndicat créée en 1966 durant une révolte étudiante contre la dictature militaire alors en place.

¹⁶ « Quand elle se divise, il ya d'une part le socialisme et d'autre part le radicalisme. Eh oui, c'est là que la Franja s'est identifiée au parti radical et qu'elle s'est incorporée dans la carte organique du radicalisme, comme son bras étudiant », entretien avec une militante Franja.

¹⁷ Movimiento Nacional Revolucionario

¹⁸ Afirmación para una República Igualitaria

personnalités politiques du parti, députés et sénateurs provinciaux et une partie de leur budget provient directement des organisations partisans.

Le péronisme, entendu ici comme mouvement politique et social et non comme parti englobe quant à lui deux syndicats qui ne soutiennent pas unanimement le Parti Justicialiste, organe officiel du péronisme partisan, au pouvoir dans la province comme dans la nation. Le FEUP¹⁹, Front Etudiant pour l'Unité Populaire, soutient activement le gouverneur Celso Jacque²⁰ alors que le syndicat AUN, Syndicat Universitaire National²¹, soutient le projet kirchneriste, mené par les autorités nationales, tout en s'opposant au gouvernement provincial. Ces dissensions au sein du péronisme existent en fait également au niveau politique. Elles reflètent les difficultés actuelles d'un parti qui, ayant fondé sa puissance sur un leader charismatique capable de développer une adhésion populaire massive, se dispute l'héritage contrasté du défunt. Ainsi, les militants d'AUN revendiquent une filiation historique avec le péronisme et l'yrigoyenisme²², c'est-à-dire avec les fondateurs des deux principaux partis actuels de la nation, tout en soutenant le gouvernement national. Les étudiants non péronistes ont tendance à amalgamer les différents syndicats péronistes, considérant qu'ils soutiennent indifféremment le Parti Justicialiste et à définir ces deux syndicats comme « péronistes », sans plus de nuances.

La notion peut cependant avoir une connotation ou clairement négative ou clairement positive mais laisse rarement indifférent. En assumant cette bannière, les deux syndicats assument en fait d'être idéologiquement situables par leur paire de manière immédiate²³. Le terme même est en effet à lui seul porteur d'un imaginaire collectif extrêmement puissant, la notion de péronisme peut être considérée comme un des concepts fondamentaux du politique en Argentine. Elle implique à elle seule un grand nombre de représentations directement liées à l'histoire et à la culture argentine. Les syndicats péronistes assument donc un héritage politique et social parfaitement identifiable pour ceux à qui ils s'adressent. La portée sociale du mouvement péroniste, présente dès ses fondements est elle-même éclairante sur la relation étroite existante entre appareil syndical et appareil partisan : le général Perón asseyait son pouvoir sur des syndicats, proches des corporations, présents dans tous les milieux, de l'industrie à l'agriculture en passant par le milieu universitaire. En somme, ces deux syndicats relèvent également du politique, et une fois encore cette relation est parfaitement assumée et

¹⁹ Frente Estudiantil para la Universidad Popular

²⁰ Les dirigeants du FEUP sont même fonctionnaires pour la Province, selon un militant de l'AUN

²¹ AUN, Agrupación Universitaria Nacional

²² En référence à Yrigoyen, leader radical et Président de la Nation en 1918, lors de la réforme universitaire

²³ Mais difficilement pour l'étranger ; nous ne tenterons pas ici de définir le péronisme, il s'agit d'insister sur sa force de suggestion, sur la capacité du terme à mobiliser un imaginaire collectif.

connue de tous, les autres étudiants les dénommant bien souvent non par leur nom officiel mais simplement « les péronistes.»

Il existe ensuite une multitude de syndicats d'extrême gauche se revendiquant du marxisme-léninisme, du trotskysme ou du maoïsme. Bien qu'ils soient plus nombreux, nous n'en citerons que deux, ceux qui ont eu une visibilité majeure dans le mouvement pour le ticket étudiant. DALE²⁴ est un regroupement étudiant au sein duquel on trouve « des militants du MST²⁵, Mouvement Socialiste des Travailleurs, d'une organisation étudiante liée au PCR²⁶, Parti Communiste Révolutionnaire, un parti maoïste. Et des étudiants indépendants, tous de la faculté »²⁷(de sciences politiques et sociales). Malgré les objectifs affichés du DALE de proposer un espace pour les étudiants indépendants²⁸, il est indéniable que ce mouvement est lui aussi lié aux partis et partage leurs luttes; même si à la différence des précédents ils n'ont pas de relations avec les législateurs, les différents partis d'extrême gauche n'étant pas représentés au parlement. Le second, En Clave Roja²⁹, est directement lié au Parti Ouvrier, PO³⁰. Tout comme le DALE, il n'a aucun représentant à l'assemblée provinciale.

Pour compléter ce panorama il faut citer les quelques syndicats indépendants qui se dédient uniquement à la gestion de la faculté. Dans la faculté de sciences politiques et sociales, c'est le syndicat Construction Politique Indépendante³¹, (Construction), qui était d'ailleurs en charge du centre étudiant lors du mouvement, dans celle de droit, l'ADE³², syndicat des étudiants en droit. Cependant, Construction a mis de côté sa neutralité pour soutenir le gouvernement national lors du conflit qui l'opposait au secteur agricole (« el campo »). Il existe quasiment dans toutes les facultés un syndicat de ce type, qui refuse la politisation et se propose de gérer les problèmes ponctuels. Ramenés au nombre total de militants, ces militants « neutres » sont toutefois très minoritaires.

²⁴ DALE, Desde Ahora Los Estudiantes, peut se traduire « à partir de maintenant, en avant les étudiants ». Mais « Dale » c'est aussi une expression très usitée dans l'espagnol argentin qui signifie « fait-le », « vas-y » ou encore « ça marche, d'accord ».

²⁵ Movimiento Socialista de los Trabajadores

²⁶ Partido Comunista Revolucionario

²⁷ Entretien avec un étudiant militant du mouvement DALE et du MST.

²⁸ « En général, lors des mouvements, les partis ont tendances à acaparer les espaces politiques, il n'y a pas de place pour le militant indépendant ; le DALE est une tentative de surmonter cette situation », Entretien avec un militant DALE et MST.

²⁹ Difficilement traduisible, le nom doit être compris comme « la solution rouge »

³⁰ Partido Obrero

³¹ Construcción Política Independiente

³² Agrupación Derecho Estudiantil

Ces différents syndicats s'opposent lors des élections pour diriger le Centre Etudiant. Chaque année, en octobre, l'ensemble des étudiants les désigne lors d'un vote obligatoire. Avoir voté lors des élections du centre étudiant est en fait une condition pour obtenir le matricule, c'est-à-dire le statut d'étudiant et par là même pour pouvoir passer les examens. Les étudiants argentins possèdent en effet des instances de représentation qu'ils élisent à tous les niveaux : celui des filières, des facultés et de l'université. Les différents centres voteront ensuite pour élire les membres de la Fédération Universitaire de Cuyo (FUC), organe maximum de représentation étudiante au sein de l'université. Ce fonctionnement est identique pour toutes les universités publiques du pays, les différentes fédérations élisant à leur tour les représentants nationaux des étudiants à travers la Fédération Universitaire Argentine (FUA). Lors des élections, chaque syndicat mène une véritable campagne ; l'institutionnalisation des élections et le vote obligatoire ont en effet pour effet direct de renforcer encore le caractère politique du mouvement étudiant.

Pourtant, cette affirmation de la visée politique des syndicats étudiants apparaît surprenante, voire peu appropriée, les étudiants lambda démontrant peu d'intérêt, voir une certaine méfiance pour la sphère politique.

2. Le scepticisme généralisé vis-à-vis de l'action politique

Faut-il parler d'une méfiance, d'un désintérêt pour le politique au niveau mondial ? Cette question prend sens dans la mesure où cette thèse est défendue par la majorité des étudiants interrogés :

« Je vois ça comme un triomphe du néo-libéralisme en terme culturel et idéologique. Le libéralisme en terme politique a profité du discrédit des partis politiques, il l'a approfondi et cela a terminé par faire que n'importe quel type d'organisation politique est mal vu et on finit par voir la politique comme.... Euh, comme ceux qui sont proches des négociations, qui sont liés aux pures négociations et pas à la possibilité de transformer, pas au changement, pas comme quelque chose de lié à la possibilité d'organiser le changement, de s'organiser.»³³

Au-delà de l'explication donnée, cette méfiance des argentins, ce discrédit de la politique est palpable dans toutes les sphères de la société. Pourtant, l'Argentine est historiquement un pays politisé. Le mouvement étudiant émerge dès 1918 et le mouvement ouvrier, présent depuis le début du siècle se renforce dans les années 40, sous le premier

³³ Entretien avec un étudiant-militant

gouvernement du général Perón. La manifestation est très tôt un canal de protestation normalisé³⁴. De plus, les années 70, avec le retour de Perón apparaissent comme le point culminant de la participation politique ; « l'argentine est à cette époque une poudrière », confie un militant, « certaines organisations, comme les montoneros³⁵, rassemblaient des millions de personnes ! »

Pour comprendre cette démobilisation générale, il est alors essentiel de revenir sur l'après dictature et sur les gravissimes crises sociales de 1989 et 2001.

De 1976 à 1982, l'Argentine est sous le joug d'une junte militaire. Cette période, connue sous le nom du « processus »³⁶, s'attelle à démanteler tout type de participation politique. En quelques années, ce sont plus de trente mille activistes ; ou supposés activistes qui disparaissent. Durant cette période, la participation, interdite, recule.

Dans les années 80, avec le retour de la démocratie, la participation reprend. Mais, lorsqu'en 1989 l'Argentine subit une première crise violente, la confiance en la politique et en ses protagonistes est mise à mal. Cette période est une période de déception, les Argentins se renferment dans leur quotidien. Une militante, en parlant de cette période la décrit comme « quand les gens étaient indifférents à tout. »³⁷ Un autre militant propose une analyse globale de ce reflux du politique :

« En 1976, quand intervient le coup d'Etat militaire, quand se produit le coup d'Etat militaire (...), Videla (...) a mis en place d'abord le règne de la terreur et ensuite du mépris ... ensuite la désillusion démocratique avec Alfonsín³⁸ puis avec l'euphorie ménémiste, la décennie des années 90, la peur et le dégoût de la politique, l'Argentine s'est convertie en un pays complètement démobilisé. »³⁹

Ce manque de participation dans les années 90 est effectivement observé par R.Touza, professeur chercheur en sociologie à l'Université de Cuyo⁴⁰. Cependant, il observe l'émergence de nouveaux syndicats indépendants qu'il analyse non pas comme un refus de l'intervention politique mais comme « une aspiration à surpasser les schémas traditionnels de construction politique », comme une réaction face aux syndicats traditionnels perçus tels « des structures qui étouffent la participation politique. »

³⁴ Voir Chafee L., « Dramaturgical politics : the culture and ritual of demonstration in Argentina », in *Media culture and society*, 1993,1, p113-135

³⁵ Syndicat étudiant péroniste de la fin des années 60, début des années 70, qui se transformera en armée irrégulière

³⁶ El Proceso

³⁷ Entretien avec un étudiant-militant

³⁸ Président radical de la République Argentine entre 1987 et 1989

³⁹ Entretien avec un étudiant-militant

⁴⁰ Touza R., « El movimiento estudiantil universitario de Mendoza entre 1983 y 2000 », In Bonavena P, Califa J-S, Millán M, *El movimiento estudiantil argentino: Historia con presente*, Edición cooperativas de Tucumán, Buenos Aires, 2007.

Mais la confiance des argentins va être de nouveau mise à mal au début du millénaire. En effet, suite à des années de néo-libéralisme à outrance, mis en place par la dictature militaire puis porté par différents gouvernements, par les deux partis historiques⁴¹, l'Argentine traverse en 2001 la plus grande crise économique, bancaire et sociale de son histoire et, à l'époque, de l'histoire mondiale. Les hommes politiques ont menti, des lois ont été votées par de faux députés et la majorité de la population voit ses conditions de vie se précariser. La crise est aussi politique : en à peine dix jours, ce ne sont pas moins de cinq Présidents qui se succèdent à la tête de la Nation argentine. Le discrédit, le mépris du et des politiques s'expriment alors lors d'émeutes, de saccages dans la capitale au son du slogan « Que se vayan todos ! », à savoir, « qu'ils s'en aillent tous » -sous-entendu « que tous les politiques démissionnent, ils sont tous corrompus.»

Aujourd'hui encore, une grande part des étudiants refuse de s'engager dans une quelconque mobilisation car ils ne veulent pas fricoter avec la politique. Faire de la politique est perçu comme servir ses propres intérêts et non pas servir les intérêts de la société dans son ensemble, et cela à tous les niveaux, c'est-à-dire que les étudiants ne sont pas exempts de cette suspicion. Les militants n'en sont par ailleurs pas non plus dupes. Plusieurs militants s'accordent pour dire que les syndicats ont une forte responsabilité dans ce manque de confiance. Il est juste de leur faire le même reproche qu'aux politiques ; les syndicats se préoccupent plus de leur propre intérêt que de celui des étudiants, cherchant à occuper des postes à responsabilité dans l'université. Ils sont prêts pour cela à négocier des arrangements, tant entre eux qu'avec les autorités des facultés ou de l'université, autorités également liées au secteur politique.

« Les syndicats se sont seulement préoccupés ces derniers temps d'occuper des postes, de connaître les doyens ou le recteur, et cela donne que les gens n'ont pas confiance et que tu perds la participation.»⁴²

Ce manque de confiance s'observe dans les résultats électoraux : les syndicats en charge du centre étudiant de la faculté de droit et de sciences politiques au moment de la mobilisation n'étaient autre que Construction et ADE, les deux qui se revendiquent indépendants des partis. Toutefois, ils n'en sont pas pour autant exempts de soupçons : « soi-disant ils sont indépendants, non partisans, mais je sais pas, pour moi ça, c'est impossible »⁴³, confie un étudiant indépendant. Un autre étudiant raconte que Construction a été pris la main dans le sac

⁴¹ Gouvernement de Menem, du PJ, de 1989 à 1999 et de De La Rúa, de l'UCR de 1999 à 2001.

⁴² Entretien avec une militante Franja

⁴³ Entretien avec un étudiant indépendant

à collaborer avec le FEUP pour tenter de conserver un poste malgré l'élection d'un nouveau recteur lié, comme le FEUP, au gouvernement provincial.

De plus, cette suspicion est fondée sur l'observation de la prééminence des conflits politiques sur les discussions de fond. Un ancien étudiant explique en ces mots pourquoi il avait cessé de participer :

« J'ai été désillusionné. Parce que vraiment, il y avait, à la fac, et puis dans les assemblées des intérêts personnels partisans et ils se mettaient à discuter de problèmes personnels. Nan, parce que toi pendant cette protestation, t'as fait ça, et t'as été avec celui-là. Et ils défendaient personne, ils se battaient pas pour notre problème pour lequel tu t'étais déplacé qu'était ou le refus de payer la fac publique ou le prix du ticket de bus.»⁴⁴

Ce sentiment global fut d'ailleurs facile à percevoir dans le conflit qui nous occupe. Durant la mobilisation, il n'était pas rare d'entendre des étudiants qui se disaient prêts à manifester pour la cause mais refusaient de le faire derrière une banderole, quelle qu'elle soit, au risque d'être amalgamé aux trotskistes, péronistes ou quelconques autres mouvances.

La protestation de mai juin 2008 est néanmoins parvenue à faire participer un certain nombre d'étudiants indépendants, sans pour autant atteindre le niveau de mobilisation qu'avait pu connaître le mouvement étudiant argentin antérieurement. Si le nombre de manifestants atteint, lors des plus grosses mobilisations, environ mille cinq cents personnes, à la question « étaient-ils nombreux ? », la réponse varie énormément. Le nombre était en fait important comparé à celui des mobilisations de ces dernières années, cela faisait longtemps que la ville de Mendoza n'avait pas vu autant d'étudiants réunis foulant ses pavés. Cependant, si l'on prend comme référence les mouvements étudiants existant il y a trois décennies, ce nombre devient ridicule. De même, le nombre de participants aux assemblées générales ne dépassa jamais trois cents âmes, alors que trente mille étudiants sont inscrits à l'université. Hors ces chiffres étaient plutôt perçus par les militants, pourtant majoritaires lors des assemblées, comme une réussite.

Comment alors expliquer que, malgré une participation moyenne, les étudiants aient obtenu gain de cause ? Nous nous attacherons ici à démontrer que les institutions politiques du pays se prêtent en fait à recevoir des demandes institutionnalisées, à éviter le conflit

⁴⁴ Entretien avec un étudiant indépendant

violent. De fait, le modèle argentin n'exige pas, pour que les intérêts populaires bousculent le pouvoir politique, une participation forte.

3. Quelle efficacité pour quelles institutions ?

Toute une branche de la sociologie des mobilisations s'est efforcée à démontrer, à travers des études de cas empiriques, la corrélation entre la structure étatique et la forme des mobilisations. Il s'agit d'observer de quelle manière, soit inconsciente, un régime influence les stratégies, les répertoires d'action du groupe qui se mobilise. Une étude de Katznelson et Zolberg⁴⁵ s'attache en effet à démontrer que la classe ouvrière développe une stratégie différente en fonction du type d'Etat dans lequel elle évolue.

Kitschelt compare quant à lui les mouvements anti nucléaires dans quatre pays, concluant ainsi que le type de structure non seulement facilite ou rend plus difficile le surgissement d'une mobilisation mais aussi qu'il influe sur les formes prises par la mobilisation. En reprenant le schéma qu'il propose, il s'agira de décortiquer le régime argentin et mendocino pour le situer dans modèle et en tirer les conséquences.

L'intuition fondatrice de Kitschelt est énoncée en ces termes : « les structures politiques influencent les choix de stratégie de protestation et l'impact des mouvements sociaux sur leur environnement »⁴⁶. La structure politique agirait en fait comme un filtre entre le mouvement, ses choix stratégiques et sa capacité à transformer son environnement social. Le principal apport est de modéliser l'idée, déjà présente intuitivement dans les travaux de Tocqueville, selon laquelle un Etat plus faible, sans prérogatives exorbitantes, assimilerait les conflits sociaux alors que l'opposition entre Etat et acteurs sociaux s'exprime de manière plus violente au sein d'un Etat fort, centralisateur ; « les régimes très fermés répriment les mouvements sociaux alors que les très ouverts et réceptifs les assimilent »⁴⁷.

Pour mesurer l'ouverture d'un régime l'auteur utilise quatre indicateurs : le nombre de parti politique, la capacité du pouvoir législatif à mettre en place des politiques publiques et à les contrôler indépendamment du pouvoir exécutif, l'existence d'espaces d'intermédiation

⁴⁵ Cité par P.Birnbaum, « Mouvements sociaux et types d'Etat : vers une approche comparative », in *Action collective et mouvement sociaux*, dir. F.Chazel, Presses Universitaires de France, 1993

⁴⁶ « Political opportunity structures and political protest : Anti- nuclear movement in four democracies »

H.Kitschelt, in *British journal of political science*, 16 (1), 1986, p57-85

⁴⁷ *Ibid*

entre les groupes d'intérêt et l'organe exécutif et la possibilité pour les nouvelles demandes de trouver un chemin d'accès au processus de construction du compromis politique et du consensus. Ces éléments, que Kitschelt appelle « political input structures » sont mis en relation, dans un tableau à double entrée avec les « political output structures », qui caractérisent la capacité d'un système politique à mettre en place des politiques publiques.

Trois indicateurs permettent de mesurer la force de ces structures : tout d'abord, plus l'Etat est centralisé plus il est capable de mettre en place des politiques publiques. Le deuxième indicateur n'est autre que le degré de contrôle étatique sur le secteur financier et le troisième s'attache à observer l'indépendance et l'autorité du pouvoir judiciaire dans la résolution de conflit politique.

Il apparaît, à l'observation, que le régime argentin, à l'instar du régime des Etats-Unis, est à la fois ouvert et faible. Reprenons les indicateurs proposés par Kitschelt afin d'analyser les structures argentines.

Parmi les indicateurs d'ouverture et de fermeture du régime, seule l'analyse du premier renvoie à un régime politique fermé.

En effet, plus le nombre de parti est grand plus il est difficile d'articuler les intérêts des acteurs sociaux avec ceux des partis politiques. Si deux partis historiques dominant, les alliances de circonstances multiplient le nombre de groupes parlementaires représentés. Au parlement provincial, composé de 88 députés et sénateurs, on ne dénombre pas moins de neuf groupes, ce qui renvoie à une structure plutôt fermée. Cependant, les trois autres indicateurs renvoyant à l'ouverture du régime il faut conclure à un régime de type ouvert.

L'organe législatif possède une grande autonomie, il est parfaitement capable de mettre en place des politiques publiques sans l'appui du pouvoir exécutif. Le régime argentin est en fait un régime de type présidentiel, tant au niveau national qu'à celui de la province qui nous intéresse. Ce régime implique peut d'interférence entre les deux organes et une grande autonomie de la législature. La mobilisation en faveur du ticket étudiant et sa résolution en est une preuve.

Les groupes d'intérêt étant, comme il a antérieurement été démontré, directement liés au politique, il existe un espace et des schémas⁴⁸ de négociation entre le pouvoir exécutif et

⁴⁸ « Patterns » en Anglais, *Ibid.*

les différents groupes d'intérêt au niveau provincial ou au niveau national comme le prouve l'exemple des camionneurs qui obéissent au PJ. Le gouvernement national est directement lié à certains secteurs tels que, par exemple, le secteur pétrolier.

Enfin, il existe des mécanismes pour regrouper les demandes. C'est-à-dire que les nouvelles demandes bénéficient d'un espace dans le processus visant à former des compromis ou des consensus. Cet espace s'incarne par exemple à travers les différentes commissions de travail, commissions auxquelles participent bien souvent les acteurs directement concernés par la loi discutée. Bref, les deux échelons, national et provincial présente une structure politique plutôt ouverte.

Quant à la capacité du régime à mettre en place des politiques publiques, elle est en fait plutôt faible. La nature décentralisée de l'Etat fédéral implique intrinsèquement une augmentation de la difficulté de l'Etat national à mettre en place des politiques. Les mouvements sociaux vont donc agir prioritairement au niveau local, à l'image de la demande étudiante. Cette faible capacité de l'Etat national est cependant à modérer dans la mesure où celui-ci s'est vu transférer des compétences exorbitantes en matière de gestion de l'administration ou de contrôle des banques. Ce transfert de compétences nous amène à relativiser également le deuxième indicateur, à savoir le contrôle de l'Etat sur le secteur financier : par loi, des compétences ont été transférées au pouvoir exécutif en matière de finance. Sa capacité de contrôler ce secteur est dans les faits forte, ce qui entre en parfaite contradiction avec l'esprit de la constitution et du régime présidentiel. Par contre et par voie de conséquence, le gouvernement provincial jouit de compétences très faibles en matière de contrôle économique. Le troisième indicateur nous renvoie à une structure relativement faible : le pouvoir judiciaire, malgré son autonomie, ne joue pas un grand rôle dans l'arbitrage et la résolution des conflits.

La structure politique est donc ouverte, et l'Etat national est un modèle hybride, ni très puissant parce-que décentralisé ni faible puisque disposant d'un fort transfert de compétences.

Le modèle argentin, ses structures politiques, engendrent donc avant tout des « stratégies assimilatrices »⁴⁹ ce qui implique que les citoyens essayent en premier lieu de travailler à l'intérieur des institutions établies, parce-que la structure même leur offre divers points d'accès. Les stratégies assimilatives incluent le lobbying, la rédaction de pétitions

⁴⁹ Par opposition aux stratégies de confrontations inhérentes à un Etat fermé et fort tel que l'Etat français.

adressées aux citoyens mais aussi aux membres du parlement, la mise en place de campagnes référendaires et ou encore l'engagement partisan lors de campagnes électorales. Elles nécessitent un nombre moindre de participants, c'est pourquoi on ne peut analyser la faible participation comme une preuve de la faiblesse intrinsèque du mouvement.

Il ne faut en déduire que la lutte étudiante est dans une situation d'apathie sinon que ses stratégies s'orientent vers un espace plus institutionnel. Le rapport est néanmoins double : les structures politiques favorisent les stratégies assimilatrices qui augmentent la méfiance vis-à-vis de la sphère syndicale, faisant encore chuter la participation. Cette chute de la participation accroît encore la supériorité des stratégies assimilatrices sur les stratégies de confrontation qui nécessitent un grand nombre de participants. Les institutions de l'Argentine et de la province de Mendoza génèrent donc des stratégies d'assimilations des mouvements sociaux qui cherchent à développer un consensus avec les autorités compétentes plutôt qu'à les affronter.

Le mouvement des étudiants mendocinos est en somme un mouvement très politique : les syndicats sont directement liés aux partis politiques et la nature institutionnelle du pays explique qu'ils privilégient des stratégies telles que lobbying à la logique de démonstration de force, de confrontation. Cependant, les structures n'ont pas toujours été ainsi : les nombreuses années de dictature militaire et les différentes dictatures au pouvoir au cours du siècle ont toutes mis en place un régime fort et fermé. Historiquement les mouvements sociaux argentins se sont donc développés sur le modèle de la confrontation, ce qui explique l'existence actuelle d'une tension entre ces deux façons d'appréhender les conflits. Le régime permettant les stratégies assimilatrices est en fait effectif depuis à peine trente cinq ans et nombre d'étudiants, influencés par l'histoire européenne et argentine des conflits sociaux n'en perçoivent pas la légitimité.

En conséquence, durant le mouvement pour le ticket étudiant, deux mouvements ce sont développés en parallèle, deux mouvements porteurs d'une idéologie, de présupposés et de stratégies qui différaient.

B/ La coexistence de deux mouvements

L'ensemble du mouvement de protestation étudiant ne fut nullement un ensemble homogène. C'est un double mouvement, avec peu d'espace de coordination qui s'est élevé. Cependant, si tout séparait les acteurs fondateurs des deux branches du mouvement, ils ne s'opposèrent pas, chacune des factions ayant besoin de l'autre pour accroître et sa légitimité et son efficacité. Par ailleurs, la demande, le tarif préférentiel étudiant, et l'ennemi, le gouverneur de la Province eurent un effet structurant et permirent de maintenir une union au sein du mouvement. Les « deux mouvements », qui regardent dans la même direction, ont accepté l'existence de l'autre.

1. Deux idéologies, deux modèles, deux répertoires d'action combinés mais peu coordonnés

Le mouvement a commencé après que certains militants des syndicats de gauche ont intercepté la résolution n° 268 du rectorat. Cette résolution est directement issue d'une exigence du pouvoir exécutif qui avait annoncé précédemment qu'il ferait une réunion avec les autorités de l'université parce qu'il considérait que trop d'étudiants bénéficiaient du tarif préférentiel. Les dossiers de demande pour obtenir le tarif préférentiel s'alourdiraient et de moins en moins d'élèves pourraient en bénéficier. Ce point de départ dans le récit est identique pour les meneurs des deux mouvements. Nous allons dans un premier temps expliquer l'idéologie qui sous-tend chacun des récits avant de les reprendre rapidement.

Ce double récit est en fait le produit de deux façons de militer, deux modèles idéologiques. D'une part, les syndicats de gauche ou d'extrême gauche envisagent la mobilisation en termes de lutte sociale, de confrontation : « la massivité, une mobilisation massive c'est ce qui permet de mettre la pression au pouvoir pour obtenir quelques concessions, pour au moins faire bouger les choses », confie l'un d'eux. Ils utilisent un répertoire d'action traditionnel : manifester, distribuer des tracts. Ces étudiants considèrent

également que l'assemblée générale, souveraine, doit être le moteur de la lutte ; ce sont les décisions des étudiants qui doivent orienter le mouvement. Les éléments moteurs de cette vision sont majoritairement impliqués dans des syndicats étudiants⁵⁰ d'une part mais également bien souvent dans des partis d'extrême gauche comme le PTS ou le Parti Ouvrier -même s'il convient de spécifier que la plupart des étudiants indépendants ayant participé au mouvement l'a fait dans cette branche du mouvement.

Ils disposent donc d'un capital militant fort, de savoir-faire spécifiques à la pratique contestataire, à l'organisation de l'action collective. On utilisera ici le terme de ressources incorporées pour désigner ces savoir-faire.⁵¹ Par ailleurs, ces étudiants comptent également avec d'importantes ressources relationnelles : leurs liens sont en effet nombreux avec les représentants syndicaux du secteur public, le comité d'entreprise des travailleurs de la Santé, ATE⁵² et les travailleurs du secteur judiciaire. L'un des étudiants interrogé travaillait également avec les élèves du secondaire dans le but de créer des centres étudiants dans les lycées.

L'autre mouvement se définit plutôt comme institutionnaliste, le terme étant emprunté à une militante de la Franja. La Franja et le MNR peuvent être considérés comme des archétypes de ce type de militance ; ils se définissent comme des syndicats réformistes, qui entendent atteindre leur but en utilisant les institutions. La FUC s'est située durant la lutte du côté des réformateurs, mais il est difficile de savoir si cela s'explique par l'idéologie des syndicats qui la composent -en majorité kirchneristes- ou par leur position institutionnelle de représentants des étudiants de l'UNC. Le répertoire d'action de ces syndicats est diamétralement opposé à celui des syndicats de gauche. Ils s'intègrent complètement dans les stratégies assimilatrices décrites précédemment. Possédant de puissantes ressources relationnelles à travers leur organisation interne⁵³ et leurs liens avec les élites politiques, leur travail militant a consisté à avertir les autorités dirigeantes, à écrire un projet de loi et à le présenter. Militant de longue date, ils disposent également d'importantes ressources incorporées de par leur expérience. Pour des raisons pratiques, nous nommerons le premier groupe la branche populaire du mouvement et le second la branche réformatrice.

⁵⁰ Forte présence et visibilité du mouvement DALE dans les assemblées

⁵¹ Modélisation des types de ressource in « Les mobilisations improbable : pour une approche contextuelle et compréhensive », L.Mathieu, in *Passer à l'action, les mobilisations émergentes*, dir S.Cadiou, V.Dechezelles et A.Roger

⁵² Nous ignorons la signification du sigle

⁵³ Cette remarque est particulièrement vraie pour la franja et le MNR, syndicats existant à l'échelle nationale et, par là même dotées d'un appareil important.

En conséquence, deux récits des évènements sont proposés. Selon les syndicats de gauche, suite à la découverte de l'ordonnance, afin de rendre public le problème et de proposer un modèle d'action ils insistèrent auprès du centre étudiant de leur faculté, la faculté de sciences politiques et sociales afin que ces derniers convoquent une assemblée générale. Après discussion, la faculté adopte la position proposée par la gauche, à savoir revendiquer le droit au ticket étudiant de façon universelle, non discrétionnaire.

Une première marche se fait au siège du gouvernement. Y participent environ 200 étudiants. Le gouvernement les informe qu'il traitera leur demande la semaine suivante. Face à des étudiants un peu plus nombreux le ministre des voies et transports⁵⁴ annonce que le gouvernement n'accèdera pas à leur demande, et que les conditions d'obtention du ticket étudiants vont être durcies.

Les manifestants demandent alors que la FUC organise une assemblée générale inter facultés, qui aura lieu le 12 mai. Les étudiants y discutent la possibilité de marcher cette fois à la législature et deux projets de loi sont présentés à l'assemblée, l'un provenant de la FUC et l'autre de FEUP⁵⁵. La manifestation suivante est déjà plus grande : ce sont près de 800 personnes qui se rendent à la législature où les députés leur annoncent qu'ils traiteront le projet en session spéciale deux semaines plus tard.

Lors d'une nouvelle assemblée générale, une commission de diffusion est créée. Elle se charge de convoquer les élèves du secondaire que les députés ont proposés d'inclure dans la loi. Cette commission fera un véritable travail tant de débat que d'information, elle aura l'avantage, plus que les assemblées de permettre la participation des indépendants. Durant cette période, les membres de la fédération disparaissent et refusent de légitimer l'Assemblée générale suivante alors que plus de 300 élèves y participent. En réaction, l'assemblée élit trois porte-parole : un militant du DALE et deux indépendants, sympathisants avec les syndicats de gauche. Lors de la marche du 28 mai à la législature, les porte-parole de l'assemblée partagent l'avant de la scène avec les membres de la FUC.

Depuis les assemblées générales s'organise également la solidarité avec ATE, les représentants syndicaux des travailleurs de la Santé. Ils manifestent début juin par solidarité avec ce syndicat. Le dernier évènement à lieu le 10 juin, alors que la loi est discutée dans la chambre des Sénateurs : durant cette marche, les dissensions entre les deux mouvements

⁵⁴ Vías y transporte

⁵⁵ Nous précisons dans le second récit d'où provenaient ces projets, nous nous en tenons pour l'instant au récit de la branche populaire du mouvement.

apparaissent au grand jour, une partie des manifestants reste devant la législature alors qu'une autre va jusqu'au siège du gouvernement provincial dans le but de soutenir les élèves du secondaire qui n'ont pas vu leur demande prendre forme de loi⁵⁶ avant de rejoindre les travailleurs d'ATE qui coupent une route. La loi est néanmoins votée et la mobilisation s'arrête là.

Selon les réformateurs, suite à l'annonce du gouverneur et à la résolution du rectorat des réunions informelles s'organisent, d'abord entre les différents syndicats et militants puis une réunion organisée par la Fédération. Ils se joignent à la manifestation et se rendent au siège du gouvernement provincial où le Ministre leur annonce que leur demande ne sera pas prise en compte.

Ils décident alors de monter une proposition alternative. Deux projets de loi sont écrits, l'un par la FUC (c'est-à-dire les syndicats AUN et MILES), le MNR, la Franja morada et quelques indépendants et l'autre par le FEUP, Construction, ADE et les centres étudiants des facultés d'odontologie et d'ingénierie. Parallèlement ils demandent et obtiennent le soutien du rectorat.

Le projet de la FUC, voté en assemblée, « fut reçu par le mouvement étudiant »⁵⁷. Ce même projet est déposé à la chambre des députés, le 14 mai. Les étudiants commencent alors à travailler sur ce projet avec les députés réunis en commissions, et ce jusqu'au vote de la loi. Ils tentent de leur mieux de ne pas permettre que le projet soit dénaturé tout en préservant le consensus. Ils présentent également aux députés une étude sur les coûts qu'engendrerait l'universalisation du ticket étudiant. Durant un mois les étudiants multiplient les réunions avec les députés, les différents groupes parlementaires pour discuter le projet et parvenir à une version satisfaisante pour tous. La loi est toutefois modifiée, par exemple le projet initial proposait de supprimer un avantage, « le taux zéro » dont bénéficiaient les secteurs les plus productifs de l'industrie mendocina (principalement les secteurs pétroliers et vinicoles). La suppression de cette clause sera très mal reçue par la branche populaire alors que cela s'explique dans la mesure où il est inconstitutionnel de réserver les bénéfices d'un impôt à une cause précise.

⁵⁶ La loi crée une table de dialogue avec comme objectif de traiter la gratuité des transports pour les élèves du système éducatif obligatoire ; la table, à ce jour, n'existe toujours pas.

⁵⁷ Entretien avec un membre de la FUC

Ils ont ensuite participé aux manifestations lors des jours de session pour soutenir leur projet de loi. La dernière manifestation est, pour eux également, considérée comme un échec le mouvement s'étant montré divisé aux yeux de tous.

Ce qu'il faut souligner c'est avant tout que ces deux récits ne sont pas incompatibles : aucun des deux récits ne remet en cause la réalité de l'autre. Les modes d'action découlent simplement de perceptions différentes, de représentations distinctes de ce qu'est la lutte sociale. Le premier s'appuie sur l'idéologie marxiste qui trouve à vrai dire peu de place et n'en a jamais eu dans l'espace politique argentin. Ils envisagent le conflit d'une manière plus frontale, identifient un ennemi qu'ils devront contraindre. Le second, au contraire, entendent discuter avec ces mêmes autorités, utiliser l'espace politique que leur offre les institutions et parvenir au consensus. Les deux branches n'ignorent pas la présence de l'autre mouvement. Cependant, au moment de raconter, ils ne racontent que leur histoire puisque c'est celle du militantisme qu'ils connaissent et reconnaissent, qu'ils considèrent comme légitime et efficace.

Toutefois, si les tensions entre les deux mouvements sont indéniables, il y a peu d'hostilité de la part des protagonistes envers les représentants de l'autre branche. Il semble en fait que chacun ait conscience que la présence de l'autre façon de militer a ajouté légitimité et efficacité au mouvement ; bref a été nécessaire pour gagner la bataille.

2. Le besoin de « l'autre mouvement », entre légitimation et efficacité

Il est inutile de nier que les deux branches du mouvement ne concordaient pas sur grand-chose et que les reproches étaient réciproques. Nous allons nous attarder un instant sur ces accusations avant de montrer pourquoi, malgré tout, les deux mouvements ont continué à se tolérer.

Les paroles sont parfois rudes entre les membres des deux branches opposés. Chaque parti, lorsqu'il raconte la mobilisation entend délégitimer, pointer les erreurs d'appréciation de

son concurrent. Les représentants de la Fédération et de la branche réformatrice n'acceptent pas toujours les initiatives de l'assemblée générale. Ils refusent de légitimer le travail de la commission de diffusion et l'une des assemblées inter facultés –durant laquelle, en réaction, sont élus les porte-parole. L'explication d'un membre de la Fédération est assez brusque :

« Les commissions, c'est la gauche qui les a mises en place, la fac de sciences politiques (...). Et ça c'est une lutte universitaire, pas une lutte de la fac de sciences politiques. Du coup, permettre l'existence d'une commission qui, en fait, ne jouit d'aucun type de légitimité ni de représentativité...Il existe des organismes de représentation à travers lesquels s'organisent la mobilisation. Les commissions, en fait, c'était un mécanisme de croissance de la gauche, rien de plus. Regarde, les commissions ne fonctionnent plus, la Fédération si. (...) Elles finissaient par représenter un pouvoir parallèle, sans légitimité »⁵⁸

En écho à cela, l'un des porte-parole considère que la FUC a failli dans son rôle de représentant, dans son rôle d'organisateur privilégié :

« Ceux qui conduisent la FUC savaient qu'on était en colère contre eux, parce qu'ils avaient disparu, que leurs centres étudiants n'avaient pas mis l'argent qu'ils s'étaient engagés à mettre. Du coup, quand ils sont arrivés à l'assemblée interfac, ils ont dit qu'elle était pas légitime, qu'ils ne la légitimeraient pas et ils sont partis. (...)il y avait plus de 300 personnes, et là, tu te rends bien compte des critères de la FUC pour légitimer ou pas une assemblée. Si c'est pour présenter mon projet de loi, que vous me le votiez et que vous m'apportiez de la légitimité, c'est valide. Si vous allez m'engueuler parce que je me suis plus montré, c'est pas valide. Le problème c'est que les assemblées c'est pas quelque chose de parallèle ou de différent des centres étudiants, ni de la FUC. C'est-à-dire, la FUC elle est élue en Congrès tous les ans, par les centres, ses délégués...Les assemblées font parties des centres. Les assemblées générales et inter fac font parties de la FUC. Même plus, c'est ceux qui la dirigent qui devraient garantir que soit mené à bien tout ce qui est voté en assemblée.»⁵⁹

Ces disputes de clocher reflètent bien le combat pour le monopole de la légitimité mené entre les deux groupes. L'utilisation d'un répertoire précis opère en tant que représentations cristallisées de manières d'agir, efficaces ou non, légitimes ou non. La Fédération joue de la légalité : le statut de l'assemblée inter facultés n'est pas reconnu officiellement par la fédération. Il faut souligner que de fait, ces assemblées étaient une nouveauté pour le mouvement étudiant.

Le point culminant de cette dispute arrive lors de la dernière manifestation, le 10 juin, lorsque les sénateurs discutent le projet de loi. Les manifestants se séparent : alors que les réformateurs restent devant la législature, les populaires vont jusqu'au siège du gouvernement, en soutien aux élèves du secondaire qui ont vu leur demande disparaître suite aux amendements de la chambre basse. Ce trajet avait été voté par l'assemblée inter facultés. Aujourd'hui, la plupart considère qu'ils auraient mieux fait de rester devant la législature plutôt que d'apparaître divisés au grand jour. Cependant, cette scission ouverte intervient alors que la demande a presque abouti. Il est alors possible de la considérer comme un combat

⁵⁸ Entretien avec un membre de la FUC

⁵⁹ Entretien avec un militant DALE

final pour l'attribution de la victoire. En effet, le choix des indépendants de suivre tel ou tel groupe permet en fait de mettre à jour qui de la FUC ou des porte-parole élus était considéré comme le meneur légitime du mouvement. Mais cette dispute eut finalement comme effet encore une fois de décrédibiliser l'activité politique qui était presque parvenue à se blanchir durant les deux mois de lutte.

Malgré ce triste final, les deux mouvements ont laissé l'autre agir à sa guise, sans interférer. Pourquoi ? Parce qu'ils étaient chacun conscients que le répertoire d'action, entendu comme tactique ou mode opératoire, proposé par les rivaux apportait un plus au mouvement.

Les réformateurs ont besoin de l'autre branche pour deux raisons : tout d'abord parce que ce sont les représentants de la vision populaire qui impulsent le mouvement. Ce sont eux qui interceptent la résolution du rectorat et accusent, à raison, le nouveau gouverneur de leur supprimer un droit. Ils sont les lanceurs d'alerte mais aussi les premiers qui cherchent à mobiliser l'ensemble des étudiants. Ensuite ils apportent, par le biais des assemblées la base populaire du mouvement qui évite ainsi d'être une instance de représentation ne représentant personne. Aucun d'entre eux ne se risque à nier la légitimité des assemblées. Le même membre de la Fédération dira à leur sujet : « Si les assemblées jouissent de légitimité ? Non, elles jouissent de souveraineté, ce qui est pire. »

Mais la plupart ne rentre même pas dans le discours confrontationniste, ils voient d'un bon œil cet organe, bien qu'ils ne le considèrent pas comme une ressource essentielle de la manière de militer qu'ils promeuvent. Le poids historique des assemblées, dans l'imaginaire collectif –en référence à la réforme universitaire ou à mai 68 qui correspond à l'image idéalisée de la lutte étudiante- leur interdit de repousser frontalement l'outil assemblée générale. » Je crois que les assemblées sont légitimes...C'est une magnifique instance pour le débat politique », confie un militant réformateur. Par ailleurs, les assemblées étaient aussi l'organe visible de la lutte. Le travail avec les députés ne peut être que le travail d'un petit nombre, alors que l'assemblée s'adresse à tous les étudiants. Même ceux qui ne participent pas ne peuvent ignorer leur existence, elles sont à l'intérieur de la faculté, des affiches pour convoquer les élèves sont présentes sur tous les murs et les participants se sont évertués à faire redescendre au maximum l'information à travers des délégués de filières.

Ainsi, pour les étudiants lambda, les porte-parole de ces assemblées incarnent le mouvement, ils en sont la face visible. Une militante Franja affirme donc sans rancœur à propos des militants du DALE, très actifs dans les assemblées qu' :

« ils se sont très bien positionnés dans la lutte. Je suis vraiment d'accord avec la façon qu'ils ont eu de manœuvrer. J'veux dire, même si moi je ne le ferai pas, y a un moment où il faut investir certaines questions ou prendre des décisions. Je pense qu'ils l'ont très bien fait.»⁶⁰

Cette approche respectueuse est bien celle de la majorité des participants. Même si les réformateurs considèrent en majorité qu'il n'était ni nécessaire ni réellement légitime d'élire des représentants de l'assemblée, puisqu'il existe une représentation officielle des étudiants, l'existence du répertoire d'action « populaire » est très peu remise en cause. Ainsi Betiana, la Présidente de la fédération a accepté d'être accompagnée, lors de ses interventions publiques, par les porte-parole élus par l'assemblée inter facultés.

Le mouvement populaire, quant à lui ne peut aucunement se passer de la représentation institutionnelle de la FUC. Cet organe de représentation est en effet reconnu par tous les secteurs de la société, à tous les niveaux. En effet, même sur le plan national, ce sont les représentants de la FUC et des fédérations de toutes les universités publiques argentines qui élisent leurs représentants nationaux, les membres de la Fédération Universitaire Argentine. Ils reconnaissent tous que pour les médias comme pour le pouvoir politique, il était important que les actions, le projet de loi soient officiellement menés par la Fédération.» Pour la société, c'était beaucoup plus clair » conclut l'un d'entre eux.

De plus, les réformateurs ont su proposer un outil efficace en rédigeant un projet de loi et s'attirer la sympathie des législateurs en s'investissant dans le travail législatif. Si les tenants du mouvement populaire ne perçoivent pas le recours aux institutions comme le point phare d'une lutte sociale⁶¹, ils ne peuvent que constater son efficacité. Par ailleurs, le statut même de la fédération la prédispose à mettre en place des actions de nature institutionnelle. Selon l'un des principaux activistes de la branche populaire : « C'est pas à la Fédération de mobiliser les étudiants et d'obtenir les choses avec ses méthodes. (..)Eux, leur rôle c'est de présenter un projet aux députés et qu'ils se chargent du reste.» De ce côté aussi les méthodes de l'autre branche, la branche institutionnelle sont perçues comme légitimes, même s'ils ne s'y reconnaissent pas.

⁶⁰ Entretien avec une militante Franja

⁶¹ Le terme même de lutte est propre à la branche populaire du mouvement, il ne s'agit pas de négociation avec les autorités mais d'un combat frontal.

Ce sont en fait deux types de légitimité qui se complètent : légitimité populaire d'une part et légitimité institutionnelle d'autre part. La présence conjointe de ces deux ressources de légitimité orientées vers la même demande renforce même le mouvement.

La force de ce double mouvement fut donc de ne pas opposer les deux méthodes ; malgré des dissensions certaines. L'existence de ces deux tactiques conjointes a en fait permis une présence du mouvement dans toutes les sphères accessibles aux mouvements sociaux. Toutes les arènes, entendues comme un espace de mise en visibilité d'un dossier émergeant comme problème social ont été investies. L'Université devint un lieu de discussion politique, le milieu politique, à travers le Parlement également et la sphère syndicale avec la confluence et la solidarité entre étudiants et fonctionnaires en grève.» L'intelligence fut de ne pas opposer les deux tendances », conclut un militant.

Il est à noter que ces deux tendances, qui jouissaient d'une reconnaissance de légitimité réciproque –la légitimité de l'autre vue comme inférieure à celle du mouvement auquel chacun appartient mais indéniable- se sont unies, ont collaboré grâce à l'existence d'un ennemi commun et d'un but commun qui surpassaient les dissensions sur la forme de l'organisation optimale.

3. Ennemi commun et but commun.

Les syndicats étudiants s'opposent lorsqu'il est question de soutien partisan, de méthode... Bref, d'idéologie. Mais les demandes catégorielles les rapprochent. Tous considèrent en effet que les revendications visant à mettre en place une université plus démocratique, plus accessible sont justes, qu'elles sont la raison d'être du mouvement étudiant.

En conséquence, un thème tel que le ticket étudiant est d'envergure à les accorder sur la nécessité de se mobiliser. Par ailleurs, c'est lorsque ce type de revendication visant à élargir

l'accès à l'université à toutes les tranches de la population est brandi que les indépendants se rapprochent des syndicats et participent. Même les syndicats soutenant le gouvernement provincial n'ont pu s'afficher contre cette réclamation. Cette dernière était politiquement neutre, elle entraînait un consensus global et il aurait été politiquement incorrect de s'afficher contre.

C'est pourquoi même le FEUP refuse de se prononcer publiquement contre l'universalisation tout en sachant que ses « amis » politiques, les membres du gouvernement provincial y sont fortement hostiles. Ce gouvernement correspond néanmoins pour l'ensemble du mouvement à l'ennemi à faire céder. Les fondements du refus du tarif préférentiel se basent principalement sur des raisons budgétaires mais aussi idéologiques ; le gouvernement met en place une politique plutôt libérale dans laquelle le ticket étudiant n'a pas sa place, il y est perçu comme un coût et non pas un investissement valide sur l'éducation.

Le rectorat, qui entendait au départ appliquer la mesure restrictive selon les bons vœux du gouvernement s'est joint au mouvement qui lui demandait un soutien officiel. Le recteur, élu quelques mois plus tôt était pourtant proche du gouverneur Celso Jaque. Il est alors facile d'imaginer que ce dernier a été contraint d'accepter, ne voulant pas voir le mouvement se retourner contre lui⁶².

L'ennemi était donc clairement identifié, incarné par le gouverneur de la Province et ses partisans. Ces derniers, les membres du FEUP se refusent à rendre visible leur désaccord avec la majorité des étudiants ; toutefois ils tentent à deux reprises de renverser la situation à leur profit. Cette attitude a pour conséquence directe de renforcer la solidarité entre les deux tendances du mouvement qui, malgré leurs dissensions, œuvrent toutes deux pour l'obtention du ticket étudiant, ramant chacune dans sa propre barque mais dans le même sens.

Le FEUP, expression syndicale du gouvernement à l'intérieur de l'université met au point deux manœuvres pour renverser la tendance. Il tente, dans un premier temps de faire adopter son propre projet de loi par l'assemblée inter facultés. Malheureusement pour eux, c'est celui de la fédération qui est voté. Le projet qu'ils avaient présenté diffère en fait très peu de celui de la FUC mais cela leur aurait permis de diriger les négociations. Cette porte se

⁶² Prendre le rectorat fait parti du répertoire d'action classique des étudiants mendocino. Il est facile d'imaginer que c'est face à cette menace qu'il a affirmé son soutien. Par ailleurs celui-ci n'a qu'une portée symbolique puisque les députés avaient déjà ou étaient sur le point de réceptionner le projet de loi lorsqu'il intervient.

fermant à eux, ils se réunissent avec quelques dirigeants des centres étudiants plus ou moins acquis à leur cause pour tenter de remplacer le projet voté en assemblée par le leur, qui exprime la volonté du gouvernement.

Leur projet était en fait de profiter de l'absence de statut légal des assemblées inter facultés pour décréter la non validité du vote et faire voter les étudiants de chaque faculté en assemblées générales distinctes. Ils paralyseraient ainsi le mouvement et laisseraient au gouverneur le temps de négocier quelque chose plus favorable. La réunion prend place à onze heures du soir dans un bar. Certains étudiants s'en rendent compte et la solidarité bat son plein entre les deux tendances « concurrentes », des messages sont envoyés de toutes parts, les acteurs majeurs du mouvement débarquent dans le bar et les accusent de comploter contre la démocratie du mouvement. L'information se diffuse ensuite en assemblée et les personnes présentes lors de la réunion perdent alors toute légitimité d'intervention pour tout le reste du mouvement.

Pourtant, les mêmes entament ensuite des négociations, la veille de la discussion de la loi au Sénat avec les ministres du gouvernement et quelques députés. La presse est également présente. Si les politiques et syndicats étaient parvenus à un accord puis à le diffuser, l'avantage aurait été très net.

Convoquer la presse correspond ici à une stratégie de prise en main du récit officiel. La société voyant le gouvernement en discussion avec des représentants étudiants, quels qu'ils soient ne l'aurait-elle pas interprété comme la preuve d'un travail conjoint entre le gouvernement et les étudiants. La manœuvre est en effet habile tant dans une société moderne la maîtrise du récit légitime passe par les moyens de communication. Or dominer un adversaire c'est imposer un récit. L'exemple à ce jour le plus manifeste de l'importance des médias dans la construction du récit officiel est celui de la première élection du Président W.Bush : alors qu'il est annoncé perdant sur tous les canaux de télévision, le canal de référence l'annonce gagnant. Naît alors une concurrence entre les deux récits qui sèmera le doute dans tous les Etats-Unis.

Cependant, la manœuvre échoue car les activistes du mouvement légitime s'en rendent compte. Les porte-parole de l'assemblée inter facultés interviennent et préviennent la conduction de la Fédération. Ces derniers articulent leur action avec quelques députés de manière à dénoncer l'illégitimité de la réunion. Ils affirment au grand jour que le projet négocié entre le FEUP et le gouvernement ne représente pas le mouvement étudiant puisqu'il ne comprend même pas l'universalisation du tarif préférentiel.

Cet évènement permet par ailleurs une ébauche de coordination entre les deux tendances du mouvement. Cette double voix du mouvement se maintiendra jusqu'à la fin puisque lors des différentes prises de parole publique, comme devant la législature, les deux « têtes » du mouvement prennent la parole ; la Présidente de la fédération et les porte-parole de l'assemblée inter facultés. Le récit de la mobilisation ne peut alors être investi par les gouvernements :

« Ils ont fait, ils ont essayé de faire une conférence de presse, avec des législateurs et des ministres du gouvernement pour montrer que d'autres candidats du centre étudiant n'étaient pas d'accord ou étaient d'accord avec un projet alternatif de ticket étudiant. Et c'est là que nous on s'est coordonné avec la presse et d'autres législateurs pour que ça ne puisse pas faire. Ou au moins si ça se faisait, qu'ils fassent des réunions...ça s'est fait mais c'était bien clair qu'il y avait deux positions, pas juste la leur.»⁶³,
Constate un activiste du « mouvement régulier.»

Les deux tendances ont donc collaboré pour repousser l'offensif du « contre mouvement », des ennemis internes au mouvement étudiant. Face à ceux qui ne tendaient pas vers le même but qu'eux ils ont su reconnaître mutuellement la légitimité de l'autre tendance.

Ainsi, les stratégies, les ressources et les répertoires d'action de la mobilisation en faveur du ticket étudiant universel ont été doubles, ce qui a permis au mouvement d'occuper un maximum de sphères de la lutte sociale, d'investir un maximum d'arènes du débat public. Ce double mouvement permettait également de mobiliser un maximum d'étudiants dans la mesure où ces derniers pouvaient choisir entre deux formes de militance celle qui leur convenait le plus, celle qu'ils jugeaient ou plus efficace ou plus légitime. Aucune des manières de mener la lutte n'ayant réussi à obtenir le monopole de la légitimité –légitimité populaire vs légitimité institutionnelle- et du discours l'équilibre du mouvement a été trouvé grâce à une sorte d'accord tacite, une tolérance et globalement un respect mutuel.

Il convient par ailleurs de souligner le fait que si les stratégies assimilatrices découlent du régime institutionnel de la Province, la persistance de la logique combative peut s'expliquer par les effets pervers de cette méthode. L'accès direct aux institutions permet pour les partisans de la faction politique opposée aux étudiants de manœuvrer contre le mouvement. C'est sans doute parce que les membres des institutions sont jugés suspects, attirés par les logiques clientélistes que certains préfèrent s'en tenir à la confrontation

⁶³ Entretien avec un étudiant-militant

classique. Les intérêts partisans dominent les intérêts catégoriels, et cette affirmation est considérée comme exacte par la majorité des membres actifs des syndicats étudiants, qu'ils soient liés ou non à un parti⁶⁴. Pour éloigner la suspicion, la solution proposée c'est de garder une distance certaine avec le politique qui n'est jamais exempt de soupçon.

Nous allons maintenant nous intéresser à la portée émotionnelle et culturelle de la manifestation. Une manifestation qui prend, c'est une cause qui motive les militants. La dimension émotionnelle permet de plus de mettre en avant des phénomènes de spontanéité dont il est difficile de rendre compte. Elle est l'un des moteurs de l'action et nous verrons dans quelles mesures l'émotion, liée à la culture et à l'histoire des protagonistes joue un rôle tant dans la participation étudiante que dans l'engagement des législateurs.

⁶⁴ Même si les militants ajoutent de façon systématique : « nous, ce n'est pas notre façon de procéder ».

II. Emotion et mémoire nationale

Une mobilisation qui prend implique une part d'irrationalité des acteurs. Il serait réducteur d'expliquer qu'un mouvement social s'explique uniquement par un conglomérat de calculs individuel des agents.

Au-delà des calculs rationnels des différents acteurs, participer à un mouvement social c'est aussi s'engager pour une cause à laquelle on croit. L'action collective unit un groupe d'individu autour d'une cause qu'ils entendent défendre. Les acteurs, pour entrer en mouvement, pour en accepter les coûts -ou les coups- potentiels doivent pouvoir en tirer bénéfice tant si leurs dirigeants accèdent à leurs revendications que dans l'action même de protester. S'ils participent à la protestation collective c'est certes parce que les citoyens pensent qu'ils peuvent obtenir ce qu'ils désirent. Cependant, la spontanéité, les hésitations, les erreurs d'organisation qui s'observent dans de nombreux mouvements collectifs entraînent l'analyse sociologique dans une nouvelle voie : la prise en compte des émotions.

La validité de l'analyse sociologique des émotions peut être questionnée puisqu'en s'y intéressant, la sociologie fait un grand pas vers la psychologie, et cela contre ses propres traditions. Cependant, les autres approches laissent un espace vide. Le mouvement, plutôt mal parti –participation faible et manque d'intérêt du gouvernement- amorce un virage le 14 mai lorsque les étudiants se rendent cette fois en nombre au Parlement. En entrevoyant la possibilité de faire une loi les étudiants se mobilisent en nombre afin de participer à un mouvement qu'ils jugent « historique.»

L'origine de l'émotion doit en fait être reliée à la trame culturelle et historique commune des manifestants. Elle s'explique par la perception que les acteurs ont de leur mouvement et de leur rôle ; perception dans le cas qui nous occupe sous-tendue par l'Histoire nationale. L'émotion joue ici un rôle mobilisateur. Cet usage sociologique du rôle de l'émotion est aujourd'hui classique; le second que nous développerons l'est moins.

Il vise à apporter un premier élément de réponse à la question : pourquoi les législateurs ont porté un si grand intérêt à la demande ? Il existe en fait un précédent historique à cette demande. Pendant la dictature, de jeunes adolescents ont été arrêtés et torturés après avoir réclamé le ticket de bus à moitié prix. L'évocation sinistre de l'évènement

agit sur les députés comme un « cadre de l'action collective.» Pour ces derniers voter cette loi revêt alors une importance émotionnelle accrue.

L'analyse procédera en deux temps ; tout d'abord nous chercherons à mettre à jour le rôle mobilisateur de l'émotion parmi la population étudiante puis parmi celle des législateurs.

A/Le sentiment de faire l'histoire

Exiger un tarif étudiant pour les transports en commun peut sembler une demande banale. Elle l'est en effet tant ce fut une demande récurrente dans l'histoire du mouvement étudiant argentin. Mais l'histoire de l'université, comme l'histoire argentine ne fut pas linéaire. Au rythme des coups d'Etat et des dictatures militaires, l'université a connu des hauts et des bas, des périodes de liberté, d'effusion intellectuelle, d'amélioration des conditions d'enseignement et des périodes de profond recul.

Obtenir le ticket étudiant, c'est, dans l'imaginaire culturel, un fait important ; c'est avancer vers une université plus juste. La revendication mobilise les étudiants parce qu'ils ont besoin de cet avantage mais aussi parce que c'est une revendication centenaire. La demande est historique, elle s'ancre dans l'idéologie de la réforme universitaire de 1918. Y parvenir c'est approfondir l'héritage de 1918, participer à l'histoire universitaire. La réforme en elle-même et les récits qui l'encadrent forment une trame cognitive exaltante pour les étudiants et même pour les députés.

Nous étudierons dans un premier temps la réforme de 1918, ses présupposés idéologiques et son influence sur le mouvement étudiant actuel avant de nous intéresser au sentiment commun aux étudiants mobilisés : celui de faire l'histoire, d'entraîner derrière eux les étudiants de la Nation entière. Nous nous intéresserons ensuite aux représentations que les protagonistes et une partie de la société se font du mouvement étudiant et de la jeunesse. Celle-ci doit être transcendante, idéaliste, bref la vision commune c'est de l'inscrire dans un mouvement romantique.

1. Demande historique et idéologique : l'Université pour tous

Dès la fin du 19^{ème} siècle, sous la présidence de Roca, l'éducation devient publique, laïque et obligatoire dans la république argentine. Cette loi est une des premières lois d'importance, elle façonne le nouveau pays, sème les bases de son identité. L'Université argentine est un héritage de la colonisation et elle est très liée au secteur conservateur catholique. Cependant, une véritable réflexion sur le rôle de l'Université se développe parmi la population étudiante. Elle s'organise alors en élisant des représentants : les premières fédérations sont créées, à Córdoba, à Buenos Aires. En 1917 c'est la Fédération Universitaire Argentine (FUA), qui est mise en place.

En 1918, les étudiants de Córdoba se soulèvent contre les institutions universitaires jugées archaïques. Avec l'appui de la FUA ils obtiennent du pouvoir central de vrais changements dans les statuts de l'Université. Cet épisode connu comme «la Réforme Universitaire » pose les bases de l'Université moderne sur tout le continent. Entre 1945 et 1975, par cinq fois l'Université sera animée par d'importants courants réformateurs.

La Réforme Universitaire débute en réaction à une ordonnance rectorale qui impose de nouvelles conditions d'assistance cours. Les étudiants, pour la première fois de l'histoire argentine, occupent la faculté et réclament l'intervention du gouvernement central. L'Université cordobaise était noyauté par des dirigeants conservateurs et réactionnaires. Les modalités d'élection du conseil d'administration ne permettaient aucun renouvellement.

La spécificité de cette refondation c'est, d'une part qu'elle est directement issue du mouvement étudiant et d'autre part qu'elle embrasse des questions universitaires, sociales, religieuses et politiques. Les revendications s'étendront ensuite à travers toute l'Amérique latine.

Les principes posés par les instigateurs de la Réforme sont nombreux. Ils réclament tout d'abord l'autonomie universitaire et l'indépendance de gestion. Ils exigent également le co-gouvernement des Universités, c'est-à-dire une représentation étudiante au conseil. Ils promeuvent aussi la liberté d'enseignement, l'extension universitaire, la gratuité de l'enseignement afin de promouvoir un accès massif et la solidarité continentale.

L'extension universitaire sous-entend que l'Université a une responsabilité vis-à-vis du peuple, elle se doit de l'instruire. La conséquence concrète de la revendication sera la mise

en place de programme de formation pour adulte ou d'alphabétisation dans les quartiers marginalisés. Les étudiants s'opposent aux examens d'entrée ainsi qu'à toute mesure qui réduirait l'accès à l'Université.

Les débats sur les statuts de l'Université reprennent de plus belle en 1955, lorsqu'une loi autorise la création des universités privées. Dans les milieux universitaires la réflexion sur l'Université libre et l'Université confessionnelle se développe. Les thèmes de la Réforme sont repris et approfondis, sous la houlette du courant humaniste incarné par le recteur de l'Université de Buenos Aires (UBA). En 1958, la grande bataille contre l'Université privée est perdue « il n'y a sans nul doute pas de quoi lamenter que l'Université ait emprunté une lutte à travers laquelle elle réitérait le témoignage de sa fidélité aux convictions qui confèrent du sens à son existence même » ; commente un professeur de l'université publique⁶⁵. L'Université revendique donc, un demi-siècle plus tard, les fondements de 1918. Il s'agira même d'élargir les bases idéologiques de la Réforme.

L'idée d'enseignement gratuit et d'égalité des chances est inhérente à l'idée d'éducation en Argentine. Cette doctrine peut être considérée comme un des fondements de l'Etat national. L'Argentine étant un pays d'immigration, comme les Etats-Unis, c'est grâce à l'éducation gratuite et obligatoire que s'est développé le sentiment d'identité nationale. Avec la création des universités privées c'est l'égalité des chances qui est remise en cause mais aussi la neutralité religieuse.

Le docteur B. Houssay pose les bases d'une nouvelle réflexion sur l'Université au début des années 60. Il développe l'idée selon laquelle la recherche est en soi la base du développement matériel et du progrès scientifique. L'éducation ne peut alors être considérée comme un coût, elle est un investissement sur l'avenir, elle doit être liée au projet de modernisation de la société.

Durant la même décennie, le mouvement humaniste impose la réflexion sur la « fonction sociale » de l'Université. Les humanistes sont convaincus que le projet universitaire doit s'inscrire profondément dans un projet de société. L'Université devrait permettre l'ascension sociale des secteurs les plus fragiles de la société. De nombreuses actions hors des bâtiments universitaires se mettent en place. Le mot d'ordre officiel devient

⁶⁵ Cité in Sarlo B, *La Batalla de las ideas*, Eudeba, Bs As

« il n’y pas de réforme universitaire sans réforme sociale »⁶⁶. Lorsqu’en 1973 Perón « normalise » les universités, l’Université Nationale et Populaire de Buenos Aires redevient la UBA.

Des syndicats actuels trouvent leurs racines dans l’épisode de 1918 et leur maturation dans les années 60 qui correspondent à une période d’effervescence intellectuelle et politique. Le MNR et la Franja morada, par exemple, sont les héritiers directs de la Réforme. Le mauve⁶⁷ est en fait une référence à la couleur des écharpes que les étudiants cordobais revêtaient pour singer les aumôniers.

« Le nom du MNR vient de la Réforme Universitaire qui fut un mouvement...En fait le mouvement universitaire de 1918...fut, euh, une transformation, une révolution en terme culturel et pédagogique, une transformation idéologique de l’éducation en général...ça s’est fait connaître dans le monde entier. En fait, pour nous, ...ce sont les fondements de notre idéologie. Le gouvernement de l’université, les politiques de soutien aux étudiants, l’entrée illimitée »⁶⁸

Les syndicats étudiants s’insèrent dans une histoire longue, leur combat est directement issu de celui mené par leurs pères pour construire les bases de l’Université gratuite et démocratique. Ils se voient comme les héritiers directs du mouvement de 1918, et le ticket étudiant est, dans l’univers mental des étudiants, une revendication très liée aux principes de 1918 et à leur ré exploration des années 60.

Plus qu’un tarif préférentiel, en organisant la mobilisation, c’est la vision originelle de l’université qu’ils défendent. D’autant plus que paradoxalement l’Université gratuite est aujourd’hui plus en danger qu’elle ne l’était au début du siècle. Les universités privées sont aujourd’hui autorisées et nombreuses et l’Université fut largement libéralisée dans les années 90 où l’on voulut même la rendre payante. En conséquence, les étudiants sont encore plus attachés à l’Université gratuite et laïque qui apparaît comme un vestige à sauvegarder. Le ticket étudiant agit ici comme un symbole d’une idéologie plus globale. « Le ticket étudiant universel devrait être un droit, il ne devrait pas y avoir le moindre obstacle à l’éducation qui devrait être garantie par l’Etat », déclare un étudiant.

Les députés se rattachent aussi à cet argumentaire. Le problème soulevé est simple mais il renvoie à un débat historique et global sur l’éducation :

« Le mouvement fut important parce qu’il touche à un des aspects de l’éducation, considère un député. L’éducation est un problème majeur en Argentine. Et il y existe une défense historique de la société, avec

⁶⁶ *Ibid*

⁶⁷ « morado » en espagnol

⁶⁸ Entretien avec un militant MNR

différentes caractéristiques, tout au long de l'histoire, du modèle d'éducation libre, obligatoire et laïque. Et cette défense persiste. De fait, le ticket étudiant est à mettre en relation avec ce modèle d'éducation obligatoire. Aujourd'hui le secondaire est presque un niveau obligatoire. Ce n'est pas encore réellement possible mais sans compter sur le tarif étudiant ou même la gratuité des transports c'est presque impossible. C'est pourquoi dans la défense du modèle, dans la discussion sur le ticket étudiant il y a au moins une partie très importante.»⁶⁹

Le même député explique ensuite sa satisfaction d'avoir pu mener un débat sur la justice sociale à l'intérieur de la chambre car finalement, la majorité des projets se discute sous un angle technique.

Cette fois, le débat qui se met en place à l'assemblée provinciale s'intéresse réellement à la préservation d'un modèle idéologique et même à son amplification. Les arguments récurrents s'inscrivent dans la réflexion menée au cours des années 60. Par exemple, certains députés reprennent l'idée selon laquelle l'éducation est un instrument d'avenir pour le développement, la modernisation sociale.

« C'est l'idée d'égalité des chances pour accéder à une éducation de qualité. Ce serait la principale ligne vers laquelle s'orienter. Ici, on traite un thème d'éducation, pas d'inégalité sociale. Ici, on essaie de faire en sorte que l'éducation soit une priorité, le nord vers lequel il faut se diriger et mettre en place des procédures qui permettent à la seule condition d'être étudiant d'accéder à une éducation de qualité. Et c'est pour cela que je parlais de l'éducation comme d'un investissement, je ne dis pas que le ticket fera tout, mais c'est un outil supplémentaire.»⁷⁰

L'Etat est enjoint à jouer son rôle, à mettre en place le droit à l'éducation affirmé dans la Constitution nationale. Un sénateur ajoute « on ne peut rendre obligatoire quelque chose qui est impossible à accomplir pour la personne concernée.»

Débattre du ticket étudiant c'est donc débattre de questions plus larges qui, qui plus est, fondent l'identité du pays et façonnent l'identité étudiante. L'histoire de l'éducation est très liée à l'histoire de l'Etat argentin ; elle est insérée dans ce que l'on pourrait nommer une « trame historico-culturelle. » Dans un pays qui a bien du mal à se remettre d'une violente crise sociale, cette trame agit comme un important facteur de cohésion nationale. Si les Argentins ne savent pas toujours d'où ils viennent, ils savent qu'ils appartiennent à un pays qui a très vite fait de l'éducation une priorité, une base d'insertion sociale.

Par ailleurs, les récits des événements étudiants de 1918 mais aussi de 1969⁷¹ ou encore du début des années 70 à Mendoza ont systématiquement une portée romantique.

⁶⁹ Entretien avec un député

⁷⁰ Entretien avec un député

⁷¹ Le Cordobazo, révolte ouvrière et étudiante dans la région de Córdoba qui renverse le dictateur Onganía.

Lorsque les étudiants étudient ces périodes, ils en ressortent avec le sentiment accru d'avoir un rôle à jouer dans leur histoire.

La jeunesse a souvent été à l'origine des réflexions et des grands mouvements qui influèrent sur le sens donné à l'éducation et plus particulièrement à l'éducation universitaire. Mais si cette réflexion est rationnelle, les références aux mouvements antérieurs sont bien souvent empreintes de lyrisme. Ils se sentent investis d'un devoir de défendre les bases de la Nation, les bases de l'Université pour laquelle se sont déjà battus leur aïeux. En ce sens, le mouvement étudiant visant à l'acquisition du ticket étudiant est un mouvement versé dans le romantisme.

2. Un mouvement romantique

Le romantisme c'est avant tout une revendication poétique du « je. » Il s'agit de sublimer le sentiment, de lui apporter une place prépondérante et de délaisser le rationalisme. Le romantique cherche à exprimer les tourments et les extases de l'âme. L'exaltation est à trouver dans le passé, grâce à une sensibilité passionnée et mélancolique et à travers des valeurs esthétiques et morales. A l'examen, il apparaît que le mouvement étudiant concorde en tous points avec cette courte définition du romantisme. En témoigne cette intervention :

« En tant qu'étudiants, à cette époque, nous sortions pour défendre les postulats de 1918 et les différents syndicats étudiants affirmaient qu'on ne toucherait pas à l'Université publique. »⁷²

L'image du mouvement étudiant historique est une image complètement sublimée. Une scène qui s'est déroulée dans la faculté de sciences politiques et sociales en est un très bon exemple. Un élève ramène à la table de la Franja (chaque syndicat est représenté par une table dans le couloir du premier étage de la faculté), une affiche du manifeste de 1918. Aussitôt tous les autres l'encensent, ravi d'avoir ce symbole à leur table. Pourtant, après l'avoir personnellement lu, j'ai réalisé qu'aucun ou presque n'avait lu ce texte dont ils se

⁷² Journal de session, débat du 28 mai 2008 à la chambre des députés de la province de Mendoza.

revendiquent les héritiers directs ! Pourtant, le mouvement réformiste continue d'avoir des conséquences sur la façon dont se définissent les jeunes. Le mouvement était romantique et par filiation il l'est encore aujourd'hui.

Attardons-nous un peu sur les récits qui entourent la Réforme Universitaire. L'un des étudiants m'ayant aidé lors de mes recherches m'offrit un petit livre sur la révolution universitaire de 1918⁷³. Le livre est écrit par un des protagonistes de la Réforme, un ancien étudiant cordobais. Non seulement la révolte fut romantique, en témoignent les écrits de l'époque mais l'image du mouvement telle qu'elle est diffusée exacerbe encore ce sentiment. Nous allons rapidement jeter un œil à la révolution universitaire afin de voir dans quelles mesures elle s'inscrit dans une logique romantique avant d'observer les récits qui l'entourent.

Lorsqu'ils renversent la statue qui trônait à l'entrée de leur université, les étudiants laissent un carton sur lequel on peut lire « à Córdoba, il y a trop d'idoles⁷⁴ » ou, selon les versions « dans ce pays, il n'y pas assez de statue et trop de piédestaux.⁷⁵ » Quand le mouvement débute, les membres de la fédération étudiante cordobaise envoient un télégramme à leurs homologues de Buenos Aires leur demandant : « Vous êtes avec nous ? » La réponse ne se fait pas attendre : « dans l'esprit et dans le cœur⁷⁶ » déclarent les étudiants de la capitale. Le mouvement de réforme a aussi vocation à s'universaliser et les étudiants envoient un manifeste à leurs pairs de l'ensemble du continent. Ils organisent peu de temps après le premier congrès étudiant intercontinental.

Pour terminer sur le romantisme du mouvement de 1918, je me contenterai de citer quelques phrases du manifeste fondateur. Il commence ainsi :

« Hommes d'une république libre, nous venons de briser la dernière chaîne qui, en plein 20^{ème} siècle nous attachais à l'ancienne domination monarchique et monastique. (...) Nous ne pensons pas faire erreur, les résonnements de notre cœur nous en avertiraient : nous sommes en train de marcher vers une Révolution, nous vivons une heure américaine. (...) »

Et conclut :

« La jeunesse vit toujours en transe d'héroïsme. Elle est désintéressée, elle est pure .Elle ne se trompe jamais dans le choix de ses propres maîtres. Face aux jeunes nul ne peut acquérir le moindre mérite avec des adulations ou des achats. Il faut les laisser choisir eux-mêmes leurs maîtres, leurs directeurs, tant il est certain

⁷³ J. Gonzalez, *La revolución universitaria*, cámara de diputados de la provincia de Santa Fe, 2008

⁷⁴ « En Córdoba, sobran ídolos », www.wikipedia.com.ar, article Reforma universitaria

⁷⁵ « En est país, faltan estatutas y sobran pedestales », V. Gonzales J, *La revolución universitaria*, 1918-1919, Cámara de diputados de Santa Fe, Rosario, 2008

⁷⁶ *Ibid*

que l'avenir saura couronner leur détermination. A l'avenir, seulement pourront être maîtres, dans la future république universitaire les véritables constructeurs d'âmes, les créateurs de Vérité, de Beauté et de Bien.»

L'idée de la pureté de la jeunesse s'est diffusée et les récits qui gravitent autour de ladite réforme reprennent inlassablement le même ton. Le livre cité précédemment débute ainsi :

« En l'an 1918, le pays fut le théâtre d'un fait extraordinaire. Des salles de classe de l'université de Córdoba, qui dormaient d'un sommeil millénaire derrière l'infranchissable muraille de sa gloire coloniale, surgit impétueusement, un matin de juillet la jeunesse qui grandissait en son sein.»

La plupart des récits de la réforme puis des mouvements postérieurs⁷⁷ font une présentation romantique de la jeunesse. Tout ceci n'est pas sans produire d'effets. Soulignons par exemple que c'est un militant qui m'a offert le livre sur cette période. S'il voulait que je le lise c'est parce que la présentation qu'il donne du mouvement étudiant fondateur est celle qu'il reconnaît.

Les étudiants qui s'engagent dans la politique de l'université le font certainement en partie par idéologie mais aussi avec le sentiment de prendre un relai, de s'atteler à terminer la tâche que leur ont léguée les manifestants de 1918. Ils ont eux-aussi le sentiment de lutter pour une société plus juste. Ils se politisent parce que « tout est politique, non ?⁷⁸. » C'est à travers cette politisation que les étudiants entendent rester un véritable vecteur de changement social. Ils sont animés par l'envie de rentrer dans l'histoire. La vision romantique héritée du passé a traversé les époques. Cela transparaît par exemple dans le discours du député cité précédemment. Ce dernier se réfère au passé, légitimant le présent qui s'inscrit dans la défense d'idéaux encore plus anciens.

L'une des militantes considère qu'il est un devoir de participer au mouvement, elle l'explique ainsi : « parce que nous sommes jeunes et nous croyons que c'est le moment où l'on doit avoir le plus les idéaux à fleur de peau et il est nécessaire qu'un maximum de personnes se joignent au mouvement. » Malgré les critiques, les suspicions dont il est victime, l'activisme politique reste valorisé. Les personnes qui y participent se sentent investies d'une mission de représentation de la jeunesse. Un député ajoute « se manifester, c'est typique de l'âge et c'est une très bonne chose de pouvoir s'exprimer. » En somme, la vision de la

⁷⁷ Voir par exemple “ Esos cuerpos indóciles. El movimiento estudiantil mendocino entre 1971 y 1973” in, *La Hydra de mil cabeza*, documentaire radiophonique

⁷⁸ Entretien avec un étudiant militant.

jeunesse exaltée est considérée avec sympathie même parmi les législateurs puisqu'ils l'ont, pour la plupart embrassée lorsqu'ils étaient étudiants.

Le ticket étudiant s'inscrit parfaitement dans les revendications de 1918. Les étudiants exaltés voient alors dans la mobilisation une façon de marquer l'histoire. Ce sentiment contribue certainement à accroître la participation. Comme le souligne une manifestante : « nous savons que c'est une revendication qui existe depuis des milliers d'année dans ce pays, jamais on y parviendra sans faire d'effort⁷⁹. » Les étudiants agissent donc consciemment dans une logique qui vise à transcender l'histoire. « Nous, avec le DALE, on a commencé à essayer de faire bouger l'histoire chez les « pré » à la fin de l'année 2007⁸⁰ » : Obtenir le ticket étudiant universel serait réellement s'inscrire dans l'histoire du mouvement étudiant.

D'autant plus qu'il existe un espace vide dans cette lutte. Maintes fois réclamé, jamais obtenu le ticket étudiant est depuis bien longtemps sur la liste des revendications étudiantes. Tout comme les tarifs préférentiels dans les transports pour les élèves du primaire et du secondaire. Les étudiants prétendaient d'ailleurs faire exister par loi le tarif préférentiel, même supérieur à 50%, pour les autres niveaux d'étude. Il s'agissait pour eux de clore définitivement le dossier du tarif préférentiel.

Obtenir l'universalisation du ticket c'était aussi obtenir ce qu'aucun étudiant argentin n'a jamais obtenu. Dans l'histoire étudiante, deux villes sont particulièrement actives : Córdoba et La Plata, la capitale de la province de Buenos Aires. Les étudiants mendocinos ont une certaine fierté de marquer de leur empreinte la revendication du ticket étudiant universel, de voir le nom de la province adosser à celui de la demande millénaire. Par exemple, l'une d'entre elle expliquait avec satisfaction que suite à leur réussite, les élèves de la province de Salta avaient entamé une grève pour obtenir eux aussi le fameux tarif préférentiel. Comme le souligne un militant « nous avons fait un précédent effrayant grâce auquel nombreux sont ceux qui avec cette expérience, sont préparés pour gagner plus. » L'accession au ticket c'est un précédent historique pour les élèves des autres provinces qui pourront se mobiliser sur cette base mais aussi pour le mouvement mendocino qui peut s'enorgueillir d'y être parvenu.

⁷⁹ Entretien avec une étudiante-militante

⁸⁰ Entretien avec un étudiant-militant

Dans un pays tel que l'Argentine, qui accepte difficilement le déclassé social qu'elle subit depuis maintenant plus de 50 ans, les mythes fondateurs de l'identité nationale sont très importants. En se mobilisant, la jeunesse réactive de façon signifiante le mythe de son impétuosité, de son désir d'absolu et de justice. Cette réactivation du mythe est pertinente pour plusieurs générations : les étudiants y adhèrent, ils considèrent que leur rôle à jouer dans la société va au-delà de simple figurant et les législateurs y adhèrent également puisqu'ils disposent de la même trame historico-culturelle qui considère la jeunesse comme facteur de justice.

Cette idée d'écrire l'histoire est d'autant plus pertinente que l'histoire du ticket étudiant a connu un précédent monstrueux. Elèves et députés, tous citent de manière plus ou moins sporadique un épisode lié directement à la demande du ticket étudiant. Cet événement, connu sous le nom de « noche de los lápices » se déroule en 1976, au commencement de la dictature militaire. Cette référence est tellement importante qu'elle renforce le sentiment des étudiants de construire l'histoire. Plus, ils font table rase de l'histoire dramatique du pays, posent les bases d'un renouveau du mouvement.

Les étudiants connaissent tous l'existence de ce précédent. Cependant, ils ont principalement comme idée d'aller de l'avant, c'est important disent-ils mais le passé ne doit pas déterminer le présent.

En fait, la référence a une portée bien plus grande dans l'hémicycle que dans la rue. L'évènement tragique a eu lieu à l'époque où les législateurs étaient étudiants et cette référence va agir comme un élément structurant du débat parlementaire.

B/Une référence écrasante : « la noche de los lápices »

Obtenir le tarif préférentiel est donc un combat historique, lié aux prémices du mouvement étudiant. Il est aussi un combat symbolique pour la liberté et la démocratie. En effet, durant la dernière dictature militaire, en 1976, un groupe d'étudiants du secondaire, des élèves très jeunes, entre 16 et 18 ans, ajoutèrent leurs noms à celui de nombreux disparus pour avoir réclamé le ticket étudiant. Cet épisode sanglant de l'histoire est connu comme « la noche de los lápices », « la nuit des stylos. » Cette histoire est emblématique de la cruauté de la junte militaire.

Lorsque les étudiants lèvent la bannière du ticket étudiant, ils ravivent un passé douloureux et provoquent l'empathie et la sympathie des législateurs. L'évènement s'impose en fait comme un cadre dominant, incitant les diverses tendances politiques à s'y rallier.

1. La noche de los lápices

Que s'est-il passé la nuit du 16 septembre 1976, connue en Argentine comme « la noche de los lápices » ? Pour bien comprendre la portée de cette référence historique il est nécessaire de s'attarder sur l'Histoire argentine.

Si la démocratie argentine s'institue dès 1854, au long du 20^{ème} siècle le pays tombe sous le joug de régimes militaires, de plus en plus violents. Le premier coup d'état militaire de 1930 marque le début de la « décennie infâme⁸¹ », connue pour être une période de corruption et de fraude électorale. Lui succède la période des deux gouvernements consécutifs du très controversé général Perón qui se voit contraint à l'exil en 1955 par la « révolution libératrice »⁸² un nouveau coup d'état perpétré par les militaires. En 1966, la série continue, le régime incarné par le Général Onganía s'impose et la « révolution argentine »⁸³ s'illustre par une répression jusqu'alors inégalée. Si Onganía est chassé 3 ans plus tard par le

⁸¹ La « década infame »

⁸² La « revolución libertadora »

⁸³ La « revolución argentina »

« Cordobazo », révolte ouvrière et étudiante d'une violence sans égal dans la province de Córdoba, le régime se maintient jusqu'au retour de Perón qui gagne les élections en 1973. Alors que se multiplient les groupes paramilitaires et que la veuve du général alors Présidente peine à maintenir l'ordre, une junta militaire prend le contrôle du pays.

Le 24 mars 1976, le « Processus de réorganisation national »⁸⁴, incarné dans un premier temps par le Général Videla impose une féroce dictature dont la réputation dépasse largement les frontières. Le 16 septembre suivant ce sont sept élèves membres de L'Union Etudiante du Secondaire (UES) qui sont arrêtés et disparaissent. Durant les six années de dictature ce ne sont pas moins de trente mille personnes qui disparaîtront. La démocratie fait son retour en 1982, après que les militaires ont perdu la guerre des Malouines contre le Royaume Uni.

Attardons-nous un peu plus sur la période qui précède l'avènement de la dernière dictature afin d'en comprendre l'absurde projet. En 1969, les syndicats ouvriers et étudiants se révoltent dans la province et dans la ville de Córdoba. Ce mouvement est le point de départ du déploiement des montoneros, syndicat qui prône le « socialisme national » et réclame le retour du Général Perón. A la base du groupe des montoneros, le mouvement nationaliste des étudiants de Tacuara et les mouvements intégristes des provinces de Santa Fe, Buenos Aires et Córdoba. Ils deviendront vite un groupe paramilitaire qui sera dans les premiers temps du retour du général son principal appui. Cependant, les décisions du vieux leader les mécontentent et un véritable bras de fer officieux se met en place. Le gouvernement finance alors des armées secrètes pour les combattre dont la plus connue est le triple A, Alliance Argentine Anticommuniste. Les différents groupes commencent ensuite à agir de manière autonome ; l'Argentine est en effervescence. C'est dans ce contexte que s'établit le régime militaire. Notons qu'une fois encore les étudiants s'étaient investit le plus profondément possible dans le combat politique.

Un tel enchaînement de coups d'Etat, un tel glissement vers une violence et une répression toujours plus forte entraînent un rapport particulier des argentins avec leur démocratie. Elle apparaît comme un objet nouveau, précieux et pourtant déjà fragile et peu fiable. Toutefois, le dernier régime militaire représente le paroxysme de l'horreur et de la terreur d'Etat. Il est l'archétype du régime à proscrire.

⁸⁴ « proceso de reorganización nacional »

Pour rétablir l'ordre le régime de Videla, comme on l'a déjà dit, met en place une sanglante répression. C'est l'ensemble de la population qui est suspecté de collaborer avec des groupuscules « ennemis. »

La « noche de los lápices » est aujourd'hui un emblème de la cruauté du régime. Parce qu'ils étaient si jeunes –entre 16 et 18 ans, rappelons-le–, parce que cette rafle intervient seulement quatre mois après l'ascension du régime et parce que ces élèves ne savaient strictement rien, n'avaient pas le moindre lien avec une quelconque organisation paramilitaire. Ils sont les martyrs d'un régime qui entendait faire marcher la société au pas. Les adolescents furent torturés de la manière la plus violente qu'il soit, électricité dans les parties génitales, séquestration, viols...Ils avaient en commun d'avoir organisé et mené l'année précédente des manifestations dans le but d'obtenir un tarif préférentiel sur les transports en commun, le ticket étudiant ou « medio boleto. »

Ce triste évènement prend place à La Plata, capitale de la province de Buenos Aires, située à une heure de route de la capitale fédérale. Cette ville est emblématique du mouvement étudiant, tout d'abord parce qu'elle est en proportion la ville argentine la plus étudiante mais aussi parce que ses habitants, très politisés, très engagés dans des luttes catégorielles subirent de plein fouet la répression du régime de Videla.

Ce sinistre évènement est entré et ancré dans l'histoire argentine grâce au témoignage de Pablo Diaz, l'unique survivant, qui fut relâché en 1980, après plus de trois années passées dans un centre de détention clandestin. En 1985, lors du jugement, il était témoin au procès des dirigeants de la junte. C'est lors de ce procès qu'il fait publiquement le lien entre l'activisme en faveur du ticket étudiant et la rafle de septembre 1976. Il y raconte également le traitement inhumain et dégradant qu'il a subi. L'immense fossé entre la justesse de la demande et la brutalité de la répression agit comme un symbole de la culpabilité du régime.

Le témoignage de Pablo Diaz est aujourd'hui aussi emblématique que connu. Après avoir été édité sous la forme d'un roman, il fut adapté au cinéma en 1986 par H.Olivera. Le film eut un grand succès, il fut nominé pour le prix Georges d'or au festival international de Moscou en 1987. Les acteurs qui participèrent au film sont maintenant des icônes du cinéma argentin.

Voilà donc en bref l'histoire traumatisante de la fameuse nuit, qui est vécue pour le peuple argentin comme un des faits les plus représentatifs de l'injustice et de la barbarie mises en place durant le « processus. »

Par voie de conséquence, lorsque le sujet du ticket étudiant est évoqué, le spectre des disparitions et de la dictature reparaît. Dès lors, bon nombre de législateurs voient le mouvement avec sympathie. Ils se souviennent de l'impossibilité de participer à une quelconque activité politique lorsqu'ils étaient eux-mêmes étudiants et identifient le rôle politique des étudiants à celui qu'ils auraient aimé jouer durant leur période universitaire. Grâce à cette référence, le rôle de la jeunesse est sublimé, sa possibilité de s'organiser et d'investir l'espace démocratique entraînent une identification empathique des législateurs qui décident de soutenir la cause pour réaliser ce que le contexte leur interdisait quelques années auparavant.

2. Identification empathique des législateurs en faveur des étudiants

Dans un premier temps, c'est de la sympathie que semblent éprouver les législateurs vis-à-vis des étudiants. Ces derniers partagent le sentiment romantique qui présente la jeunesse comme un véritable moteur de la politique. Pour beaucoup, la participation de la jeunesse à la chose publique est fondamentale pour la bonne marche, pour l'avenir du pays. Leur permettre d'étudier gratuitement c'est investir sur l'avenir.

Pour ces raisons les étudiants ont tout de suite obtenu l'appui moral de la majorité. Un député confie qu' : « ils (leurs) étaient sympathiques⁸⁵. » Les discours laissent également transparaître un sentiment nettement empathique : la revendication ne date pas d'hier, certains se sont déjà battus pour le ticket étudiant et d'autre se sentent investis d'une mission à la mémoire de leurs camarades qui sont morts en luttant pour la démocratisation de l'éducation.

A partir de l'époque dictatoriale, l'éducation prend un virage libéral, les universités privées se multiplient. Voter le projet de loi c'est rappeler que des étudiants se sont battus pour la démocratie et que la démocratie va de pair avec la gratuité de l'éducation.

⁸⁵ Entretien avec un député

Pendant les débats, députés et sénateurs soulignent l'importance du fait que ce soit les étudiants eux-mêmes qui aient lancé le débat. Les législateurs n'ont pas l'habitude de travailler avec des étudiants. Durant un mois, les étudiants envahissent les commissions, appuyant le travail des législateurs et s'assurant que l'essentiel de leurs revendications soit maintenu. L'idée selon laquelle l'éducation gratuite doit être défendue par ses protagonistes est largement partagée. Nombreux sont donc les législateurs qui embrassèrent la protestation étudiante. Il faut dire que divers projets de ticket étudiant ou scolaire ont été écrits, différents partis s'en targuent. Mais faute de temps et d'intérêt porté par l'opinion publique ils n'avaient jamais été traités.

Interrogés sur leur parcours de militant à l'université, les politiques évoquent généralement leur frustration ne n'avoir pu s'investir comme ils l'auraient voulu et leur fierté d'avoir pu participer à l'organisation étudiante. « J'étais délégué de la permanence nocturne au centre étudiant (...) oui, j'ai eu une activité politique étudiante à cette époque, jusqu'au début du Processus. » Un autre s'est battu pour la nationalisation de son université, combat qui tomba également en désuétude à l'arrivée au pouvoir des militaires.

La présence récurrente de récits de vie des législateurs dans les débats à l'assemblée provinciale implique une considération spéciale pour le projet. Ils se rappellent leur difficulté à étudier, à se déplacer pour se rendre en cours et leurs combats :

« En tant qu'étudiants universitaires à ce moment là, nous sortions pour défendre les idéaux de 1918 et nous refusions, nous les syndicats, que l'on touche à l'Université publique.» ; « ceux qui venaient de loin étaient à vélo, parce qu'à cette époque il y avait peu de bus pour nous transporter » ou encore « dans mon cas, j'ai obtenu un diplôme de l'université sans avoir dépensé un centime .»⁸⁶

« La grande majorité d'entre nous avons été étudiants », confie un député. Les législateurs soutiennent la lutte étudiante car c'est un peu leur lutte.

La « noche de los lápices » renforce encore ce sentiment. A partir de cette référence les législateurs mettent en avant leur propre impuissance face au pouvoir et, par leur attitude attentive, affirment la réalité démocratique. Lorsqu'ils se réfèrent à leurs propres expériences étudiantes, bien souvent est évoquée explicitement ou implicitement cette époque ou « l'étudiant n'avait ni voix ni vote. »⁸⁷ Accueillir les étudiants dans l'hémicycle c'est donc un peu un honneur. Beaucoup sont en fait ravis que le débat prenne place en présence des étudiants, qu'ils aient fait entendre leur voix : « ce qui est bien c'est qu'ils se soient

⁸⁶ Extrait du journal de session de la chambre des députés de la province de Mendoza. 28 mai 2008

⁸⁷ Ibid

manifestés, c'est très important de s'exprimer. »⁸⁸ Les voir user de la liberté d'expression, s'entendre entre eux correspond à un accomplissement de ce qu'ils ne sont pas parvenus à mettre en place plus jeune ; voter la loi sera alors une façon de participer « par procuration » au mouvement. Des étudiants actuels, les législateurs en attendent beaucoup. L'un d'entre eux termine en déclarant :

« Nous valorisons l'effort des étudiants et exigeons comme contrepartie ceci : qu'ils étudient, qu'ils soient des hommes meilleurs que nous avons été, qu'ils soient solidaires et qu'ils rendent à la patrie ce qu'elle leur donne »⁸⁹

L'hommage rendu tant aux étudiants qu'à la patrie peut être interprété comme un hommage aux deux branches de la démocratie : le peuple et ses dirigeants.

La proximité que les politiques ressentent vis-à-vis des étudiants agit comme un élément fédérateur parmi les membres de l'assemblée. Cette empathie qui traverse tout l'hémicycle est une chose rare ; le processus d'affirmation d'un droit juste, nié par le régime précédent n'en est que plus fort.

Un député semble pourtant « dissident », il ne s'inscrit pas dans la mouvance générale. Il s'oppose franchement aux étudiants, et il semblerait que ce soit parce que le sentiment d'empathie ne le touche pas. Ce député a en fait un parcours très particulier : il n'a jamais été étudiant et a fait ses classes dans un syndicat ouvrier péroniste.

« Ceux qui sont ici à nous huer sont ceux qui n'ont rien fait pour cette loi et ces étudiants ne devraient pas être là mais en train d'étudier parce qu'il est l'heure de se former. »⁹⁰

Dans son imaginaire, la démocratie doit être défendue, principalement, par les syndicats des travailleurs⁹¹. Sa propre lutte s'inscrit dans un milieu différent et sa reconnaissance de la cause étudiante semble limitée. Il prête bien plus d'attention à leurs parents qui appartiennent à la classe des travailleurs, la classe qui, dans la mouvance syndicaliste du péronisme, est la classe par excellence.

Pour terminer, écoutons le discours de la sénatrice de l'ARI qui condense et incarne l'empathie de ses pairs pour le mouvement étudiant qui s'épanouit sous leurs yeux.

« Monsieur le Président, parfois dans la vie se présentent à nous des situations que nous n'aurions jamais pensées vivre. Cet aparté que je fais avant d'analyser la loi à beaucoup à voir avec l'Histoire. Avec l'histoire personnelle et de notre Patrie. (...) Nous avons vécu une période très difficile il y a 30 ans, et je me suis battue pour le ticket étudiant avec celui qui est aujourd'hui mon mari. Il appartenait au parti péroniste, il était

⁸⁸ Entretien avec un député

⁸⁹ Journal de session de la chambre des députés, *op cit*

⁹⁰ *Ibid*

⁹¹ En espagnol, par les « gremios » et non pas les « agrupaciones »

membre de l'UES, il était Président du centre étudiant du collègue Pablo Nogués et ensemble, moi étant radical, nous nous battions et nous marchions dans la rue St Martin en réclamant le ticket étudiant.

Un certain 16 septembre 1976, dix étudiants du secondaire de l'Ecole Normal Numéro 3 de La Plata furent séquestrés après avoir sollicité le ticket étudiant. C'est ce qu'on appelle de nos jours « la noche de los lapices »

Je suis d'accord avec ceux qui disent qu'il ne faut pas toujours ramener le passé au présent ; mais d'une certaine façon remémorer la vieille lutte que j'ai menée adolescente pour cette même cause... Je ne peux au moment de voter, et je pense que je suis une privilégiée d'être en train de parler, d'occuper un siège et je ne peux cesser de penser à tous ces autres jeunes gens qui, comme nous même à cet instant et seulement pour avoir demandé le ticket étudiant, perdirent la vie. Ils avaient entre 14 et 17 ans. »⁹²

En somme, les législateurs accomplissent, des années plus tard ce qu'ils n'avaient pu accomplir étudiants. C'est pourquoi, il semblerait que le consensus soit à mettre en relation avec l'émotion. Emotion forte parce que le thème est historique mais aussi parce que le débat porte sur les fondements de l'éducation argentine. Les parlementaires se sont réunis pour défendre une vision démocratique de l'université mais aussi du débat public.

La référence à la dramatique nuit peut en fait être analysée comme un cadre de l'action collective. C'est-à-dire qu'elle est une définition, un schéma d'analyse imposé à tout l'hémicycle par les législateurs favorables à la loi.

3. Affirmation du caractère démocratique du régime ou rôle du politiquement correct

Pour reprendre l'outil développé par Snow et Benford, eux-mêmes inspirés par Goffman, la « Noche de los lapices » s'impose à la société comme un cadre de l'action collective, la référence agit sur les participants tel un « schème de compréhension disponible dans une société donnée. »⁹³ Une organisation qui cherche à convaincre va proposer une définition du problème favorable à son mode d'action.

« Cadrer » un problème c'est tenter d'imposer un angle de vue. Ici, les députés favorables à la mise en place du ticket étudiant ont utilisé un cadre historico-culturel déjà existant. La puissance évocatrice de l'évènement interdit aux ennemis du projet de ne pas tenir compte du cadrage.

⁹² Journal de session de la chambre des sénateurs du 10 juin 2008

⁹³ Snow D, « Analyse de cadres et de mouvements sociaux » ; in *Les formes de l'Action collective : mobilisations dans les arènes publiques*, dir. Cefaï D, Trom D, Edition de l'école de Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001.

En d'autre terme la demande de ticket étudiant transmet, l'expérience historique agissant comme un vecteur, l'idée d'une demande juste et pourtant balayée avec violence. Aucune autorité, ni l'Etat, ni les médias ne peuvent s'extraire de ce « cadrage », de ce lien direct, cette référence immédiate et spontanée présente dans toutes les mémoires, sans sortir des sentiers du politiquement correct. C'est pourquoi les législateurs comme les étudiants s'y réfèrent constamment. En découle une quasi-obligation d'adhérer à la demande étudiante et d'ainsi prouver son allégeance aux institutions démocratiques.

« Cadrer » un problème public c'est lui donner une signification auprès des populations, c'est l'entourer de référence, le connoter dans un sens favorable à la réclamation, au but de l'organisation ou l'institution qui prend en charge ce processus de cadrage. Pour D.Snow, ces cadres « attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels, à obtenir le soutien des auditoires et à favoriser la démobilisation des adversaires »⁹⁴. Dans la même perspective, les discours produits dans l'arène du mouvement social sont appelés « cadres de l'action collective » et définis comme « des ensembles de croyances et de significations orientées vers l'action »⁹⁵, c'est-à-dire qu'ils seraient un instrument utilisé de manière consciente ou inconsciente pour rallier les foules.

Une fois posée cette base théorique, il s'agit de s'intéresser à la spécificité du cadre qui entoure la réclamation du ticket étudiant. La Noche de los lapices ne devient pas un cadre de référence lors de la série de manifestations d'avril et de mai 2008.

En fait il est un cadre préexistant par ailleurs très peu utilisé dans le discours militant des étudiants. Si ces derniers ont bien entendu connaissance de l'évènement ils ne cherchent guère à présenter leur revendication comme un retour de justice. L'un d'entre eux déclare que « bien sur cela nous touche, des camarades sont morts pour ça et on va lutter pour ça et pour bien plus. Mais on est pas là à cause de ce qui s'est passé dans les années 70 mais bien à cause de ce qui se passe aujourd'hui.⁹⁶ » Les manifestations ne nécessitent pas pour les étudiants de s'inscrire dans une réclamation de justice pour le mal dont furent victimes leurs pairs trente ans plutôt.

⁹⁴ Ibid

⁹⁵ Ibid

⁹⁶ Entretien avec un étudiant indépendant

Le cadre agit en fait de manière plus franche parmi les députés qui ont eux même bien souvent étudié à l'époque de la dictature. Le souvenir de la tragique nuit est alors l'objet d'une réactivation parmi les législateurs.

Parler de « cadre fondamental » ou de « cadre cardinal » renvoie à l'idée selon laquelle il existe une structure plus ample, des modèles de compréhension sociale larges disponibles et réinvestis par les différents acteurs. Ces « cadres cardinaux » existent en tant « qu'élément de la culture d'un groupe ou d'un individu et renferment par avance les significations pertinentes pour chaque situation »⁹⁷. Le « cadre cardinal » serait ici la triste histoire de la dictature militaire. Dès lors le souvenir douloureux est réactivé et les députés interprètent le mouvement à l'aune de cette référence.

Le processus de cadrage doit également être mis en relation avec la portée culturelle du discours. Pour être efficace, un cadre reprend un imaginaire collectif, qui peut être un imaginaire de classe ou, comme dans notre exemple un imaginaire national ; la culture nationale s'avère être un terreau particulièrement fécond pour les processus de cadrage. Le cadre est alors incontournable puisqu'il s'impose à toutes les sphères de la société.

Lors des débats à l'assemblée, tant à la chambre des députés qu'au sénat, tous les partis évoquent le souvenir de la dictature. Les législateurs peuvent ainsi donner du sens à leur propos : la violence gratuite de régime militaire s'est déchaînée contre les étudiants. La puissance historique et culturelle a des effets directs dans le discours des législateurs. Ces derniers ne peuvent ignorer la référence sous peine d'apparaître presque comme un collaborateur passif du régime militaire.

Pour développer un argumentaire, en faveur ou contre le tarif étudiant, dans un acte proche de la déclaration d'allégeance à la démocratie, il est presque obligatoire d'évoquer la triste nuit et d'affirmer ainsi le sérieux avec lequel ils traitent la demande. Cette logique a fonctionné dès le 14 mai, jour où les étudiants ont remis leur projet de loi à la chambre des députés. Ces derniers ont assimilé le fait de recevoir la demande comme une négation du régime antérieur.

Dans les deux chambres, ce n'est pas moins de sept fois que le terme « noche de los lapices » est employé, et les références implicites sont incontournables.

⁹⁷ Ibid

« Le mouvement étudiant tel qu'il l'a fait aujourd'hui, tel qu'il l'a fait la nuit des stylos, et dans tant d'autres opportunités tout au long de l'histoire argentine s'est mobilisé pour réclamer auprès de la législature la sanction de la loi en faveur du ticket étudiant. Certains diront que ces luttes ne datent pas des années 90, je m'en rappelle parce que j'ai obtenu mon diplôme en l'an 2000, l'université publique était ébranlée par des soulèvements, parce qu'on voulait la rendre payante, on voulait établir un prix et faire perdre les bénéfices d'une éducation gratuite qui avait coûté tellement de sang et tellement de lutte au corps étudiant national. »⁹⁸

Cette intervention d'un député de la Concertation Citoyenne correspond à l'utilisation la plus classique qu'il soit du cadre. Dans un premier temps le député rappelle, réactive le souvenir des luttes étudiantes avant d'expliquer de manière plus théorique pourquoi la loi est juste et de conclure en affirmant : « l'éducation est le moteur de la mobilité sociale et de l'inclusion sociale dans la République argentine. » Il est impossible de défendre la loi sans faire un détour historique : la loi doit être votée parce qu'elle fait partie de l'histoire argentine, parce que la voter c'est affirmer la démocratie et balayer les périodes de dictature qui ne laissait pas de possibilité à la protestation collective.

Si les législateurs croient certainement au cadrage du ticket étudiant qu'ils proposent ; ils sont toutefois également conscients de la force du cadre, de l'impossibilité des opposants de le repousser d'un revers de main tant il est évocateur pour l'ensemble de la société.

En conséquence, certains législateurs feront un usage politique du cadre. C'est-à-dire qu'après avoir évoqué la fameuse nuit ils tentent d'insérer un sujet sans lien direct avec le ticket étudiant. Il s'agissait de profiter de la domination du cadre, de son pouvoir de légitimation pour introduire un autre sujet souffrant l'absence de cadrage efficace.

Nous prendrons ici l'exemple précis d'un député appartenant à un groupe parlementaire unipersonnel. Ce dernier entame son discours, évoque rapidement la terrible nuit : « On a parlé de la noche de los lápices, les rêves de ces enfants n'étaient pas seulement d'obtenir le ticket étudiant, ils rêvaient d'une société meilleure » et déborde ensuite son propos. Profitant du fait que les étudiants avaient au départ proposé de financer leur ticket en supprimant le taux zéro, c'est-à-dire l'absence d'imposition sur certains secteurs, le député remet sur le tapis ce débat. Pourtant, si la proposition étudiante avait été écartée c'est avant tout pour des raisons techniques : il est inconstitutionnel d'imposer par loi l'allocation d'un impôt spécifique. Le député tend ici à inclure sa position sur le taux zéro dans un cadre perçu d'une manière très positive. Le processus discursif pourrait être considéré comme un processus d'« investissement du cadre. » Suite à son écart le député va lire un passage des mémoires de Pablo Diaz. Le sujet qui n'entraîne pas dans le débat a été complètement encadré

⁹⁸ Extrait du journal de session de la chambre des députés du 28 mai 2008.

par les références à la « noche. » Il s'agit ici d'une tentative d'utilisation du cadre qui entoure la demande du ticket universel comme un tremplin pour d'autres débats.

La trame historique et culturelle est tellement puissante, tellement insérée dans l'imaginaire collectif que les opposants au projet doivent eux aussi soigner leur discours. Car le passé argentin ne passe pas et nier son importance serait un acte jugé politiquement incorrect par le reste de l'hémicycle et de la société.

Les députés du Parti Justicialistes, qui soutiennent le gouvernement et s'opposent au projet ne doivent en aucun cas diminuer l'importance du cadre historique. Leur discours s'apparente alors à un constant « processus d'alignement des cadres »⁹⁹ ; c'est-à-dire qu'il s'adapte pour concorder au cadrage imposé au problème public en question, l'universalisation du ticket étudiant. Dans cette logique, le premier député justicialiste à prendre la parole commence par conter sa propre expérience en tant qu'étudiant, lorsque « les élèves n'avaient ni voix ni vote. » En se référant à l'époque maudite, il souligne les difficultés qui furent les siennes, et l'impossibilité d'étudier dont il fut victime pour des motifs économiques. Lors du débat au sénat, les justicialistes, voyant que la loi allait de toute façon passer opèrent également ce processus d'alignement des cadres, ils se réapproprient le discours de leurs adversaires à l'assemblée, puisqu'ils ne sont pas parvenus à se défaire de la référence écrasante.

Le cas d'un autre député péroniste est emblématique. Celui-là ne cesse de répéter que la revendication est juste mais que le tarif ne doit pas être universel, ce qui constitue pourtant le fondement de la demande.

Ce député est toutefois certainement celui qui met le moins d'application à coller au cadre. Il n'hésite pas, par exemple à affirmer qu'il est anormal de financer des « étudiants chroniques¹⁰⁰ » qui passent leur temps à « faire des petits panneaux politiques¹⁰¹ » au lieu d'étudier. Ce cas est en fait très particulier : le député en question peut sortir du cadre, ne pas s'apitoyer sur la figure des élèves de La Plata car il porte dans son histoire même la preuve de son refus du régime dictatorial. Ayant été lui-même arrêté et torturé alors qu'il avait 26 ans, il n'a pas besoin, d'inscrire son discours dans le cadre prôné par l'ensemble des législateurs. Il dispose en fait d'un préjugé de démocrate qui lui permet de questionner la demande

⁹⁹ Snow D, op cit.

¹⁰⁰ Journal de session, op cit.

¹⁰¹ Ibid

étudiante pour ce qu'elle est, sans lier directement le refus potentiel à un abus de pouvoir des puissants. L'ensemble des députés connaît son histoire et même si le discours qu'il porte sort du cadre de compréhension du problème il est impossible de lui reprocher de cautionner implicitement l'ancienne dictature puisqu'il en fut la victime.

Il dispose d'un capital historique qui légitime sa présence à l'assemblée tout comme son angle d'attaque du problème. On pourrait ici parler d'une figure démocratique auto légitimée de par son passé exceptionnel.

En somme l'émotion a sans conteste joué un rôle important dans l'engagement des étudiants comme dans celui des politiques en faveur du ticket étudiant. Elle galvanise les deux sphères qui ont ainsi l'impression de participer à un mouvement historique, à un accomplissement démocratique et historique. La mise en place du ticket est d'ailleurs un évènement historique dans la mesure où il est perçu comme tel par l'ensemble de la société.

Il faut cependant mettre un bémol à l'analyse qui présenterait l'engagement militant et l'action publique comme résultant uniquement d'un sentiment transcendant. Bien sûr que la volonté d'améliorer la société est partie prenante des deux logiques ; cependant, la sociologie des mobilisations comme celle de l'action publique ont su montrer que le passage à l'acte est de façon quasi systématique le résultat d'une configuration ponctuelle favorable.

Pour en rendre compte nous utiliserons le concept de « fenêtre d'opportunité », développé par J. Kingdon.¹⁰²

¹⁰² Kingdon J, *Agendas, alternative among the policies*, Boston: Little, Brown & co, 1984

III. Une fenêtre d'opportunité politique grande ouverte : analyse d'un contexte favorable

La réception d'une demande n'est jamais un acte d'altruisme. Bien sûr les protagonistes peuvent adhérer de manière sincère à la demande et à l'idéologie qui la soutient. Toutefois, les approches structurelles, qui émergent il y a une vingtaine d'années dans la sociologie américaine proposent une réflexion sur la base de l'opportunité du moment.

La notion de fenêtre d'opportunité politique a ceci d'intéressant qu'elle a été empruntée à la sociologie de l'action publique pour penser les mobilisations. Nous tenterons ici de l'utiliser pour analyser les deux faces de la même pièce.

J. Kingdon considère que l'action publique s'enclenche lorsque quatre facteurs se conjuguent¹⁰³ : l'existence d'un problème, d'une solution adaptée, d'un contexte politique favorable et d'un leader prêt à prendre en charge le problème.

Pour transposer cette idée du côté des militants, nous nous interrogerons plus spécifiquement sur les représentations que les acteurs se font de cette fenêtre. En effet, les conditions les plus favorables peuvent être réunies, si les acteurs ne les perçoivent pas, ils n'ont aucune raison de se mobiliser.

Nous étudierons donc de manière différenciée ce qui dans un premier temps pousse les étudiants à tenter leur chance : leurs anticipations favorables, leurs calculs puis ce qui amène les législateurs à se saisir de la demande.

A/ Côté étudiant : perceptions et anticipations favorables

L'entrée en mobilisation suppose de la part des acteurs une part d'anticipation et de calcul. Pour avoir accès aux anticipations et des acteurs il est nécessaire d'abandonner les fictions qui présentent les agents comme un conglomérat unifié, marchant comme un seul

¹⁰³ Ibid

homme dans la même direction. Les protagonistes doivent ici être appréhendés comme des agents rationnels. Si la mise en mouvement implique, on l'a vu précédemment, une part d'émotion et de spontanéité, il est indispensable pour que les acteurs passent à l'acte qu'ils aient une certaine conscience des facteurs qui permettent de favoriser leur réussite. La prise du mouvement, la massification de la participation doit être entendue telle une diffusion du sentiment de pouvoir toucher son but. C'est-à-dire que les participants au mouvement ont perçus la disponibilité de la sphère politique, leur capacité à recevoir et à traiter leur demande, bref l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité.

Les étudiants ne sont pas dupes de l'existence de manœuvres politiques et ne s'imaginent aucunement avoir atteint leur objectif grâce à l'altruisme bienveillant des députés. Ils ont anticipé, calculé leurs chances de succès. L'analyse portera ici tant sur le phénomène d'émergence que sur celui de succès.

Tout d'abord, les étudiants ont interprété la période socialement conflictuelle comme un atout. Il s'agira ensuite de mettre en relation les perceptions de coût à l'engagement, de chance de réussite et de participation. La participation s'avère être, dans une certaine mesure, fonction de la participation. Une participation forte engendre la confiance, qui engendre une augmentation de la participation et donc des chances de réussir. Par ailleurs les étudiants ont eu un rôle actif, ils ont consciemment travaillé afin d'élargir une structure déjà favorable à leur demande et ils sont ainsi parvenus à enclencher un cercle vertueux.

1. Une période de conflit social jugée favorable

La période d'avril-mai 2008 est une période de conflit social dans la province de Mendoza. Les syndicats de fonctionnaires sont mobilisés depuis plusieurs mois. Leur combat pour les salaires est engagé sur des périodes longues car ce sont des réformes globales qu'attendent les travailleurs de la santé et les professeurs d'université.

Les deux secteurs mobilisés contre le gouvernement provincial agissent selon deux stratégies distinctes : d'une part ATE, le syndicat de la santé s'organise autour d'un répertoire d'action confrontationniste. Ils bloquent des routes, manifestent, menacent d'une grève générale...Les professeurs d'université sont, quant à eux en conflit depuis bien longtemps

avec le gouvernement, avec le nouveau comme avec le précédent. Le problème des salaires des enseignants chercheurs est lui aussi un problème global.

L'Argentine s'enorgueillit d'avoir une éducation et une santé publique gratuites et compétentes mais c'est bien souvent au prix d'un conflit social quasi permanent avec des hauts et des bas, des périodes de latence et d'explosion. La période que nous étudions est une période chaude du conflit, pour les deux secteurs. ATE est dans la rue au moins deux fois par semaine et la grève des professeurs battait au rythme d'un jour par semaine. Durant la même période les chauffeurs de bus se mettent aussi en grève, paralysant la ville l'espace d'une journée. Ils obtiennent en un jour les hausses de salaires escomptées.

Il faut ajouter à cela le conflit d'ordre national qui oppose la Présidente Ch. Kirchner et le secteur agricole. Dans la province les agriculteurs ne sont pas très mobilisés mais la lutte des agriculteurs d'autres provinces a des conséquences directes sur le ravitaillement. L'Argentine ne dispose plus de voies ferrées, il est donc très facile pour les membres du secteur agricole de bloquer l'approvisionnement des points stratégiques. En Avril 2008, des rayons entiers de supermarchés sont vides et certains produits comme la viande sont de plus en plus difficiles à trouver. La situation n'a jamais dégénéré, il fut toujours facile de trouver de quoi manger et les jours consécutifs où la viande était introuvable ne dépassèrent jamais les quatre à cinq jours. Il faut souligner que la viande est un produit assez bon marché et très consommé. Le conflit n'a donc jamais dégénéré mais du mois de février jusqu'en juillet la menace de manque d'approvisionnement était constante.

Les étudiants perçoivent ce climat de conflit social et l'analysent doublement favorable à leur mouvement.

D'une part parce qu'une pression constante est imposée aux gouvernants et d'autre part parce que cette ambiance de revendication influe directement sur les représentations internes des mouvements sociaux. Voir les gens de tous secteurs se battre pour faire valoir leurs droits banalise l'action collective mais donnerait aussi envie de participer au mouvement.

« Dans un climat bien mobilisateur, ça invitait certainement à en faire partie, pour plein de raisons. Regarde, y avait le ticket étudiant, y avait..euh...les rétentions¹⁰⁴, plein de choses. C'est comme si cette sensation de chaos et de vouloir en faire partie se propageait. »¹⁰⁵

Un contexte de mobilisation entraînerait plus de mobilisation, créerait une envie de participer selon une militante de la faculté de sciences politiques et sociales.

Cette supposition peut s'expliquer par l'effet qu'un tel contexte aurait sur les anticipations des acteurs mobilisés. Plus le nombre de personnes qui s'engage contre un gouvernement est élevé plus le rapport de force leur est favorable. L'autorité du gouvernement s'affaiblit sous les flèches des différentes organisations qui le chargent.

Dès lors, l'affaiblissement visible du gouvernement entraîne des anticipations positives parmi les étudiants. Un gouvernement fragilisé ne pourra s'opposer à la volonté de l'assemblée.

« Ça a permis, avec la lutte syndicale des travailleurs, qui prenait place à peu près à la même époque que le gouvernement soit profondément affaibli. D'un côté ou de l'autre il devait lâcher du lest. »¹⁰⁶

Aucun gouvernement ne peut se maintenir si les secteurs qui lui sont opposés se multiplient. Par ailleurs, la demande étudiante est une de celle qui nécessite le budget le plus faible, ce que les étudiants savent.

De plus, selon les calculs des organisateurs, la convergence de la lutte étudiante avec les travailleurs de la santé a un effet direct sur la rapidité avec laquelle est traitée la demande. Rien ne permet d'affirmer ou d'infirmer cette intuition. L'important réside non pas dans la véracité de cette affirmation : le simple fait d'y croire produit des effets. Les élèves qui pensent la globalisation de la lutte comme un avantage supplémentaire la mettent en place et si cette croyance est porteuse la participation monte encore d'un cran. Si elle est réelle, la réaction de la sphère politique ne sera que plus rapide.

Il est par ailleurs possible d'analyser le traitement et le vote du projet de loi sur le ticket étudiant universel comme une façon d'éviter la globalisation de la lutte. Selon le vieil adage machiavélien, « diviser pour mieux régner », les gouvernants avaient tout intérêt à accorder ce qu'il voulait à l'un des deux secteurs, en l'occurrence au secteur aux moindres coûts financiers et économiques.

¹⁰⁴ Référence au conflit entre le gouvernement national et le secteur agricole. Les rétentions c'est l'impôt à l'exportation que le gouvernement entendait modifier.

¹⁰⁵ Entretien avec une militante-étudiante

¹⁰⁶ Entretien avec un des dirigeants de la FUC

Ces anticipations, calculs de réussite qui traversent perpétuellement les agents ont comme corrélatif direct la participation. S'ils ont l'impression que leurs chances de réussite augmentent alors la participation s'accroît. De plus le niveau de participation joue lui-même un rôle sur les anticipations des acteurs, c'est l'effet d'entraînement.

2. Effet d'entraînement et baisse des coûts à l'engagement

La participation des étudiants aux manifestations en faveur du ticket de bus a sans aucun doute un aspect utilitariste. Ils se mobilisent parce qu'ils sont personnellement touchés par la mesure de restriction annoncée par le gouverneur ou parce qu'ils voient un intérêt dans l'universalisation.

« Quand tu te rends compte qu'avec les prix hyper élevés du transport tu vas surement plus pouvoir faire un certain nombre de chose comme aller à la fac, ça t'entraîne à participer ¹⁰⁷ », analyse une étudiante.

Ils pourraient néanmoins suivre la logique du passager clandestin décrite par Olson¹⁰⁸ et profiter de l'effort de leurs camarades sans s'engager personnellement. C'est d'ailleurs ce que firent un grand nombre d'étudiants. Mais la participation a largement dépassé le niveau auquel les mendocino étaient habitués. Il est impossible d'expliquer cette situation à l'aide de l'outil olsonien qui se concentre sur la logique utilitariste. En dehors du plaisir de participer à l'évènement il n'existait ni incitations sélectives positives ni incitations coercitives.

Les organisateurs n'ont effectivement pas cherché à réduire les coûts de la mobilisation qui étaient globalement faibles, sauf pour les élèves habitants des zones éloignées. Les cours ou les examens n'étaient pas menacés, les seuls investissements correspondaient à une perte de temps due à la participation aux manifestations, c'est-à-dire un investissement d'environ trois à quatre heures par semaine.

En conséquence pour comprendre les modalités de « prise » du mouvement, nous déplacerons la focale sur la structuration des espaces sociaux¹⁰⁹, dans notre cas plus éclairante. L'idée d'espace social sous-entend que les espaces de mobilisation potentiels sont

¹⁰⁷ Entretien avec une étudiante-militante

¹⁰⁸ Dobry M, « Calcul, concurrence et gestion du sens », in Favre P, *La manifestation*, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, Paris, 1990.

¹⁰⁹ Ibid

préexistants. Quand une mobilisation débute les participants détiennent préalablement et inconsciemment un schéma des secteurs qui pourraient éventuellement se joindre au mouvement. Les sympathisants du mouvement qui ne participent pas perçoivent les chances de réussite comme fonction de l'étendue du mouvement, c'est-à-dire du nombre de secteurs mobilisés.

La participation des différentes facultés, en dehors de la faculté de sciences politiques et sociales, initiatrice du mouvement est conditionnée par la participation des autres. La mobilisation de certains secteurs dépend de l'information qu'ils ont de l'état de la mobilisation d'autres secteurs signifiants.

Par exemple, les assemblées générales de la faculté de droit n'étaient aucunement prise en charge par le centre étudiant. Lorsqu'ils apprennent qu'une assemblée inter facultés va être convoquée, quelques étudiants en droit se mobilisent. Le contact avec les « autres significatifs¹¹⁰ », avec les autres unités qui entrent en mouvement est une condition essentielle à la survie d'une mobilisation. Cette loi générale est dans le cas qui nous intéresse directement observable. Pour se mobiliser, l'ensemble des facultés a besoin de l'information diffusée par la faculté de sciences politiques qui, elle-même a besoin d'observer la mise en action des autres unités pour maintenir son effort.

Or, observer, rendre compte de l'état de la mobilisation c'est réfléchir sur ses chances de succès. Diffuser une information vers les autres unités revient à diffuser des anticipations presque statistiques sur les chances de réussite du mouvement.

Par ailleurs, certains secteurs sont réputés particulièrement difficiles à mobiliser. Les estimations, calculs et préjugés des acteurs jouent alors un grand rôle. S'ils considèrent ou imaginent que les autres unités ne participeront pas, leur participation peut alors prendre une tournure symbolique. La mise en mouvement de ces secteurs jugés difficiles a très vite un effet rassurant sur le reste du mouvement. Par exemple, lorsque la faculté de droit organise sa première assemblée, l'évènement est tout de suite perçu comme fort encourageant pour les autres unités. « En, droit, personne se mobilise jamais. Les facs qui bougent le plus ce sont celles de science po, de philo et d'art¹¹¹ » ; ce constat d'une militante est un constat unanime

¹¹⁰ Ibid

¹¹¹ Entretien avec une étudiante-militante de la faculté de sciences politiques

de tous les étudiants. D'où la satisfaction d'un étudiant en droit à l'origine des assemblées dans cette faculté « ça faisait des années qu'il n'y avait pas eu d'assemblée.¹¹²»

Une mobilisation qui prend c'est un cercle vertueux qui se met en marche : plusieurs unités d'action se mettent en marche, l'information se diffuse à d'autres unités d'action potentielles qui entrent en mouvement, cela solidifie l'action des précédents qui voient leur chance de succès augmenter ; l'information circule et d'autres secteurs se mobilisent puisque les chances de succès sont croissantes. D'où l'intérêt de la mise en place d'organes de coordination : l'assemblée inter facultés en est un exemple tout comme la commission de diffusion. Ils permettent d'informer et de rassurer les autres unités sur l'état du mouvement et d'en garantir la continuité.

Le cercle vertueux est indéniable, mais il est également nécessaire de prendre en compte les effets de seuil. L'effet de seuil peut être défini comme une impulsion décisive dans la mobilisation. C'est le moment où les chances de succès atteignent leur apogée et où par conséquent, un maximum de personne se regroupe pour participer au coup final.

Dans l'étude qui nous occupe, l'effet de seuil se situe le jour de la manifestation du 14 mai, celle qui amène pour la première fois les étudiants à la législature. Durant cette manifestation, pour la première fois depuis le début du mouvement, les élèves du secondaire, que les étudiants avaient intégrés au projet de loi, se joignent aux manifestants. L'effet de seuil est atteint, et lors de la manifestation suivante le nombre de participants aura cru de manière exponentielle.

Lorsque l'effet de seuil est ainsi atteint les perceptions des acteurs évoluent et ils perçoivent un accroissement de leurs possibilités de réussite. L'augmentation des chances de réussite n'est ici pas uniquement le résultat d'un accroissement de la participation, entendu comme nombre de personne participant aux manifestations. La réception du projet par l'assemblée provinciale ou le soutien du recteur participent activement à augmenter les anticipations d'un résultat positif et à motiver les élèves à se joindre à la manifestation. Et ce d'autant plus que la revendication du ticket étudiant possède une forte charge émotionnelle.

¹¹² Entretien avec un étudiant de la faculté de droit

En somme le 14 mai peut être considéré comme le jour de basculement du mouvement, le moment où les chances de réussite sont perçues comme maximum, ce qui engendre une massification de la participation.

Cette augmentation de la participation s'explique également par la baisse des coûts, conséquence intrinsèque de l'augmentation des chances de succès. Le coût de la manifestation est en effet diminué dès lors que les manifestants obtiennent ce qu'ils veulent. Dans ce cas la mobilisation devient un investissement et non plus un coût brut. Voyant qu'ils peuvent réussir, les étudiants décident donc d'investir dans la cause en espérant voir leur investissement fructifier. Le fruit serait ici l'accès au tarif préférentiel et la rétribution symbolique : ils ont participé au mouvement qui pour la première fois dans l'histoire argentine obtient le ticket étudiant universel.

Enfin, les manifestants ont agi de manière rationnelle, les différentes stratégies étudiées en première partie participent à la structuration d'un contexte favorable, à l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité.

3. Les acteurs actifs dans la construction d'une structure favorable

La particularité du répertoire d'action étudié précédemment réside dans sa capacité à façonner la structure politique de manière à la rendre encore plus favorable. L'existence d'une structure politique favorable a pu être appréhendée par les acteurs parce qu'ils y ont en partie contribué, ils ont su donner à leur mouvement les appuis décisifs.

Les étudiants ont en fait, par leur mode d'action contribué à faire augmenter les coûts politiques d'un refus potentiel des législateurs. Ils sont par exemple conscients de certains impératifs : obtenir des soutiens influents est par exemple une ressource qu'ils maîtrisent.

De fait, les manifestants participent de manière parfois inconsciente à l'amplification des avantages structurels qui leurs sont favorables.

Dans un premier temps leur nature politique influence directement la légitimité du régime. En effet, dans les sphères partisans le pouvoir du gouverneur est déjà lancinant. Peu respecté dans son propre parti, le gouverneur ne peut même pas compter sur la sphère syndicale pour le soutenir. Pour les étudiants le reflet de cet état de fait c'est la mise en minorité des syndicats étudiants soutenant le gouverneur de la Province. Des syndicats en faveur du gouvernement provincial existent, cependant, à l'intérieur de la faculté et du débat sur le ticket étudiant ces derniers n'osent même plus afficher leur soutien au gouvernement.

« Dans note fac, être un syndicat ouvertement de droite ou ouvertement pro-gouvernement, c'est impossible¹¹³ » confie une militante. Dès lors, les secteurs qui soutiennent la politique et les choix de leur gouverneur sont contraints, pour des raisons de coûts politiques, d'agir dans la clandestinité.

Les autres syndicats mobilisent quant à eux activement leurs députés, augmentant par là même les coûts politiques qu'entraînerait un refus pour les députés. Le faible soutien au gouvernement quasi unanime de la part de l'ensemble du secteur étudiant affaiblit toujours plus la faible légitimité du gouvernement et influe sur les législateurs. D'autant plus que les législateurs, s'ils veulent profiter politiquement du rejet global du gouvernement par les étudiants doivent, quant à eux, s'attirer leur sympathie, sans quoi le jeu serait un jeu à somme nulle.

Le lien naturel qui unit syndicats et partis politique implique une attention particulière de la part des politiques aux demandes de leurs homologues étudiants. Le pacte implicite fonctionne en effet ainsi : les membres des syndicats soutenant un parti votent pour ses membres lors des élections et participent à l'occasion aux démonstrations de force du parti ou du leader auquel leur allégeance se rapporte.

Le péronisme, historiquement, et le kirchnerisme actuellement fonctionne de cette façon : soutenir le leader en échange d'un espace de représentation et d'une prise de parole accrue. En conséquence si les députés radicaux ou pro-gouvernement national entendent maintenir leur niveau de soutien parmi les étudiants il est nécessaire d'isoler encore plus le gouvernement.

¹¹³ Entretien avec une étudiante-militante de la faculté de sciences politiques

Il est à noter que ce phénomène ne peut nullement être considéré comme un coût pour les législateurs mais au contraire comme un avantage supplémentaire. La pression imposée par les étudiants est très vite convertie en décision politique –accepter d’étudier la loi à l’assemblée- puis en action politique –voter la loi- parce qu’elle s’inscrit dans une structure préalablement favorable. L’action des étudiants peut être saisie à la fois comme l’ouverture d’une fenêtre d’opportunité puisqu’ils font émerger à la fois un problème et une solution.

La notion de fenêtre d’opportunité correspond ici à un balisage dans le temps et dans la forme du mode d’action des législateurs. Cette fenêtre c’est un espace d’action possible pour mettre en difficulté le gouvernement de la province. Les parlementaires ont l’obligation d’agir dans un délai restreint puisque les étudiants ont exigé que la loi soit discutée à l’occasion d’une session spéciale et l’impératif incontournable c’est de voter l’universalisation du ticket étudiant.

Il existe donc une connaissance des étudiants de leurs avantages sur le gouvernement au sein du parlement. C’est bien parce qu’ils en sont conscients que le mouvement décide, après s’être adressé aux Ministres provinciaux, de se retourner vers l’assemblée. Seuls face au gouvernement le rapport de force leur est défavorable mais avec l’aide des députés, dont l’allégeance envers les syndicaux amis est sans surprise supérieure à leur allégeance pour un gouvernement d’opposition, le rapport de force s’inverse. Il faut ajouter à cela la conscience des mobilisés de la capacité de mobilisation de la revendication, de sa charge historico-émotionnelle. En conséquence, ils espèrent bien pouvoir s’attirer la sympathie d’un maximum de législateurs. Un rapide calcul, mental cette fois, leur permet alors d’entrevoir comme possible la mise en minorité du PJ dans chaque assemblée.

De plus, les étudiants ont encore ajouté un poids dans la balance en leur faveur : ils ont obtenu le soutien de secteurs influents.

D’une part, et c’est symboliquement fort, les étudiants jouissent du soutien officiel du rectorat. Le recteur, dirigeant maximum de l’université de Cuyo se joint dès le 14 mai à la lutte. Ce soutien est important pour deux raisons. D’abord il donne l’apparence de la légalité au mouvement. Les jeunes se réunissent dans l’université, y préparent leurs actions avec l’accord des autorités qui doivent veiller au bon fonctionnement de l’université. Et, cerise sur le gâteau, le rectorat qui s’est prononcé en faveur de l’universalisation du ticket étudiant était perçu comme un des soutiens du gouverneur de la province. Celui-ci est définitivement isolé.

Les étudiants réformistes ont également reçu un soutien précoce de la part de certains législateurs qui ont agi comme de véritables entrepreneurs de cause. Ces législateurs ont été averti du projet avant même qu'il soit déposé à la chambre. Ils sont en fait parti prenante de la stratégie menée par les étudiants. C'est par exemple grâce à leurs conseils que les étudiants choisissent d'exiger une session spéciale.

L'existence et l'intervention de soutiens influents ne peuvent être analysées comme un élément contingent qui favorise les étudiants. C'est soit un élément structurel du mouvement qui influe sur les décisions des législateurs mais c'est un élément construit par l'action des étudiants.

Ces derniers ne se mobilisent pas en ayant toute conscience des enjeux politiques du vote. Ils ont néanmoins immédiatement perçu que s'adresser à l'opposition, face à un gouvernement autiste, augmentait leur chance de réussite.

« Moi je crois que c'est parce que c'était l'opposition qu'ils ont voté la loi. Rien de plus. C'était l'opposition alors ils se sont unis. »¹¹⁴

Cette remarque d'une militante, dont on trouve des équivalents chez de nombreux étudiants, prouve qu'ils ne croient aucunement à un acte d'altruisme de la part des législateurs. Ils n'ont cependant pas conscience des difficultés du sommet, de l'intégralité des dissensions et de leurs implications. Beaucoup considèrent en effet que le gouvernement est politiquement bien plus faible aujourd'hui qu'il ne l'était. Cependant, les bases de ses difficultés étaient déjà posées. Le vote du parlement serait en fait le premier signe de la disgrâce du gouvernement provincial.

« On a atteint l'objectif assez rapidement, à vrai dire. Mais c'est le résultat d'un gouvernement faible et d'une opposition qui entendait bien ne pas le laisser gouverner. »¹¹⁵, conclut néanmoins un étudiant.

Les étudiants perçoivent donc bien certaines faiblesses du gouvernement face à ses adversaires politiques. Toutefois, leur analyse du contexte politique semble manquer certains aspects que nous tenterons maintenant de mettre en lumière.

¹¹⁴ Entretien avec une étudiante-militante

¹¹⁵ Entretien avec un étudiant-militant

B/Côté législateurs : une configuration politique idéale

Pour Kingdon, l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité politique comporte quatre aspects. Il doit y avoir un ajustement ponctuel entre le courant des problèmes, celui des solutions et le courant politique. La notion de courant politique n'est autre que la configuration du moment. Enfin, le problème doit être assumé par un leader charismatique.

Dans le cas qui nous occupe, le courant des problèmes et celui des solutions émergent et sont directement coordonnés par les étudiants : ces derniers débarquent à l'assemblée avec un problème mais aussi avec une solution : un projet de loi.

Par conséquent, l'analyse portera ici spécifiquement sur le contexte politique comme élément central de l'ouverture de la fenêtre d'opportunité. La rapidité de la réception s'explique par la configuration politique propre au moment et à la province. A l'examen, elle s'avère particulièrement éclairante pour rendre compte de l'état d'esprit favorable des législateurs vis-à-vis des étudiants. Nous laisserons un peu de côté l'idée du leader charismatique car il apparaît que le fonctionnement collégial du parlement n'en nécessite pas réellement l'existence.

Pour étudier le contexte politique nous utiliserons la notion de « structure d'opportunités politique » favorable, développée par S. Tarrow.¹¹⁶ Cependant, nous procéderons à un détournement de ce modèle qui s'inscrit normalement non pas dans la sociologie de l'action publique mais bien dans celle des mobilisations.

S.Tarrow réfléchit en fait sur les perceptions qu'ont les acteurs de leur chance de réussite. Son approche, selon la logique du point précédent, suppose en fait l'existence d'un calcul risques/chances qui interviendrait à l'heure de se mobiliser. Il considère la vulnérabilité d'un régime comme l'indicateur principal des chances de réussite d'un mouvement et, par là même, comme un facteur de participation et de mobilisation.

La « structure des opportunités politiques », qui sera donc étudiée comme un modèle pertinent pour expliquer l'engagement des législateurs, est composée de quatre indicateurs

¹¹⁶ S.Tarrow, *Democracy and disorder, Protest and Politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989

susceptibles d'ouvrir toujours plus la fenêtre : l'ouverture du système politique, l'instabilité des alignements, la division des élites et l'existence de soutiens influents.

Nous traiterons le premier, l'instabilité des alignements à part car nous en profiterons pour présenter le jeu politique provincial et national. Cet élément sera mis en relation avec l'absence de légitimité du régime, indicateur utilisé par B.Récappé pour compléter le modèle de Tarrow.¹¹⁷ Les trois autres indicateurs, à savoir l'accessibilité du régime, la division des élites et l'existence de soutiens influents seront ensuite traités conjointement.

Le dernier point abordera un tout autre élément d'explication : les coûts faibles engendrés par le traitement du problème des étudiants est un autre élément favorable du contexte politique.

1. La structure des opportunités politique favorable : instabilité des alignements

Les alignements politiques sont relativement mouvants en Argentine. Comme aux Etats-Unis, le système fédéral crée des distorsions dans les objectifs des partis et exacerbe les luttes de pouvoir interne. Les enjeux n'étant pas identiques dans toutes les provinces, le système fédéral implique intrinsèquement des dissensions au sein des partis.

Si la discipline de parti est relativement respectée, au niveau provincial comme national, l'allégeance même des partis à leurs dirigeants est mouvante. Il faut dire que ces derniers ne se définissent pas par une ligne politique claire mais bien souvent par des références historiques à des personnages charismatiques ou par un intérêt spécifique pour des grands thèmes sociaux –ce qui n'implique aucune méthode politique spécifique.¹¹⁸

Le mouvement pour le ticket étudiant émerge, qui plus est à un moment où les alignements sont particulièrement flous. Quatre mois plus tôt, les mendocinos s'étaient rendus

¹¹⁷ B.Récappe « Raison et émotion dans une mobilisation improbable : l'exemple du mouvement étudiant hongrois d'octobre 1956 », in *Passer à l'action, les mobilisations émergentes*, dir. Cadiou S., Dechezelles S, Roger A, Paris, L'Harmattan, 2007

¹¹⁸ Voir encadré p 77 « Politique et leadership. »

aux urnes pour élire le Président de la Nation, le Gouverneur de la Province et renouveler la moitié de leurs représentants aux parlements national et provincial. Nous insistons ici sur la concomitance des deux élections parce que la politique nationale produit des effets directs sur la dispersion politique de la province. Il s'agira dans un premier temps de présenter les partis en présence à Mendoza, puis d'expliquer pourquoi dans la province l'instabilité politique est exacerbée. Enfin, nous verrons dans quelles mesures cette instabilité génère un profond manque de soutien au gouvernement provincial.

Nous présenterons les partis politiques de la Province de Mendoza à travers l'exemple de leur représentation au Sénat. Les différents partis sont en fait représentés dans des proportions quasiment identiques à la chambre des députés où l'on trouve également une myriade de groupes unipersonnels dont l'influence dans l'affaire qui nous occupe est sinon nulle du moins négligeable.

La chambre des sénateurs est composée de trente huit législateurs. Les représentants du péronisme sont seize : onze appartiennent au PJ et cinq représentent le « péronisme au sein de la concertation »¹¹⁹. Notons que même réunis ces deux groupes n'atteignent pas la majorité. La Concertation Citoyenne¹²⁰ (CC) est un ensemble de neuf législateurs et l'UCR en compte sept. Le Parti Démocrate¹²¹ (PD) est représenté par cinq législateurs et le parti Affirmation pour une République Egalitaire (ARI) par une seule sénatrice.

L'Argentine compte deux partis historiques, comme on l'a déjà dit et la province de Mendoza un supplémentaire : le PD. Le PD est un parti plutôt conservateur, qui n'a pas été aux affaires depuis bien longtemps, même s'il représente toujours une force conséquente au parlement.

Le PJ n'est autre que le parti péroniste traditionnel, parti qui émerge dans les années 40 lors du premier gouvernement du général.

L'UCR est le parti le plus ancien de l'Histoire argentine, son début aux affaires intervient en 1918, suite à la mise en place du suffrage universel.

L'ARI est un mouvement récent, qui s'institue suite à la crise de 2001. Il se définit comme un parti de centre gauche et réunit tant des anciens militants des partis traditionnels que des membres de la société civile. La présidente de l'ARI, Elisa Carrió, fut durant la

¹¹⁹ Le groupe s'appelle « Peronismo en la Concertación »

¹²⁰ Concertación Ciudadana

¹²¹ Partido Demócrata

campagne présidentielle le principal leader d'opposition face à la femme du Président. Néanmoins, le parti provincial est très peu lié à sa base nationale. Il jouit d'une grande liberté d'expression qui s'explique pour deux raisons : d'une part il est très minoritaire et par conséquent il n'a pas à se retenir de critiquer des thèmes qu'il risque ensuite d'avoir à traiter ; ensuite il s'est fondé après la crise sociale de 2001 en prétendant être un refuge contre les manœuvres politiques.

Intéressons nous de plus près à la CC ainsi qu'au groupe « péronisme au sein de la concertation. » Ces deux groupes sont en fait le résultat d'un projet du « couple présidentiel. » Ces derniers ont en fait plusieurs fois tenté de mettre en place des coalitions, d'obtenir une majorité et un soutien s'étendant par delà les frontières du PJ. La dernière tentative est celle qui trouve son point culminant dans les élections d'octobre 2007. La candidate à la présidence s'est alliée avec un ancien radical, Julio Cobos, qui est aujourd'hui le vice-président de la Nation.

Cobos n'a pu obtenir l'aval de son parti qui s'est en conséquence scindé. Une députée radicale fait référence à cet épisode en ces termes : « la grande division. »¹²² C'est de cette scission qu'est née la CC. L'existence de deux groupes péronistes procède de la même logique. Le « péronisme au sein de la concertation » représente le secteur du péronisme qui adhère au projet kirchneriste alors que le PJ classique représente la branche plus orthodoxe du parti. Cette branche se considère plus fidèle au péronisme historique et aux syndicats de travailleurs sur lesquels il a posé ses bases.

Mendoza est au cœur du conflit, les dissensions y sont exacerbées car Cobos, l'instigateur de cette « grande division » n'est autre que l'ancien gouverneur de la Province. Il était aux affaires depuis quatre années et ne cesse d'être gouverneur que pour assumer le poste de vice-président, fin novembre 2007. Lors des élections du gouverneur trois candidats principaux s'affrontaient, l'un soutenu par l'actuelle Présidente, le deuxième par Cobos et le troisième par l'UCR. Le gouverneur élu, Celso Jaque, appartient au PJ et était soutenu par Ch. Kirchner.

En découle un jeu d'alliance aussi mouvant qu'improbable. Sur certaines lois, la CC se rapproche des radicaux puisque comme le dit l'un de ses membres « nous n'avons jamais cessé d'être radicaux. » Sur d'autres ils s'allient avec le péronisme au sein de la concertation

¹²² Entretien avec une députée UCR

puisqu'ils incarnent tous deux un projet national. Le péronisme au sein de la concertation vogue lui aussi entre deux tendances.

Ajoutons à tout ceci un conflit d'ordre national opposant les travailleurs agricoles et l'Etat qui génère des tensions entre le vice-président Cobos et la Présidente Ch. Kirchner.

L'instabilité des alignements isole complètement le PJ et le gouverneur. Celui-ci conserve le soutien de son parti à l'assemblée mais à l'intérieur, le soutien n'est pas si franc. Les législateurs lui reprochent de fricoter avec Buenos Aires. Il ne parvient pas non plus à s'attirer la sympathie des kirchneristes qui le voient comme l'expression des « azules », les opposants aux projets du gouvernement central.

La CC n'a plus d'intérêt à soutenir le projet provincial puisque son chef est prêt à s'écarter du gouvernement central. Quant aux radicaux, ils sont l'ennemi naturel du péronisme. La configuration politique de la Province s'apparente à une maison à deux étages ; ce sont les fondations qui se fissurent mais le premier qui s'écroule. C'est la politique du gouvernement central qui se répercute dans la province.

« lors des dernières élections, Kirchner essaye de mettre en place...il y a deux partis traditionnels, el PJ et l'UCR (...) Kirchner arrive au pouvoir et essaye de mettre en place certaines mesures de tendance national avec certaines revendications, il crée cinq millions d'emplois et essaye de briser les partis traditionnels, l'UCR et le PJ et de monter quelque chose de neuf. Il a essayé avec « la transversal¹²³ », avec « engagement K » et avec la concertation »¹²⁴,

explique un partisan du gouvernement central.

Le gouvernement fédéral est très controversé et la courte période entre les élections et les manifestations n'a pas suffi à conférer la moindre légitimité d'exercice au gouverneur auprès du secteur « cobiste » de l'assemblée. Ni les partisans ni les ennemis de la Présidente ne le soutiennent avec conviction.

La faible légitimité du pouvoir et l'instabilité des alignements constituent en somme un indicateur central pour expliquer la réussite du mouvement. L'opportunité, donc les chances de réussite du mouvement était accrue car la structure des alignements politiques du moment permettait aux législateurs de recevoir une demande sociale, à laquelle le gouverneur s'opposait.

¹²³ “la transversalidad”

¹²⁴ Entretien avec un étudiant, militant au syndicat AUN

Politique et leadership

La politique argentine a cela de très particulier qu'elle n'est nullement définie par une ligne d'opposition droite gauche. La dichotomie s'opère plus en fonction de l'adhésion ou non au péronisme, concept on ne peut plus mouvant. La conséquence immédiate c'est l'absence d'un débat politique qui serait ancré sur un mode d'action global et cohérent. Même au sein des partis les tendances ne sont pas définies par l'adhésion à une doctrine mais à un leader. On parle ainsi de « Cobisme » ou de « Kirchnérisme ». Cette tendance ne date pas d'hier ; déjà lorsque le radicalisme s'impose en 1916, c'est en fait plus un triomphe de « l'yrigoyenisme ».

Pour gouverner, les leaders s'appuient sur les masses syndicales qui leur sont fidèles au cours de manifestations qui sont en fait de vraies démonstrations de force. Pour rassembler les foules, les partis peuvent financer des bus qui viendront des provinces les plus éloignées pour permettre à des milliers de personnes d'assister à tel ou tel meeting.

La politique repose en fait énormément sur l'allégeance au leader, ce qui entraîne des partis nullement unifiés politiquement (on trouve chez les péronistes des personnalités proches de la droite conservatrice et d'autres de la gauche révolutionnaire). En politique interne se développent de véritables joutes ayant pour but de prendre le pouvoir en s'attribuant l'avantage symbolique de la référence « officielle » au leader historique et charismatique.

Pour faire émerger un vrai débat politique et démocratique, faut-il nécessairement tuer les leaders historiques et leurs héritiers ?

2. La structure des opportunités politiques favorable : Division des élites et existence de soutiens influents.

Deux autres éléments utilisés par Tarrow, explicatifs de la décision des parlementaires de passer à l'action, peuvent être observés dans le cas du ticket étudiant.

Nous laisserons de côté le dernier indicateur mis en place par Tarrow, à savoir l'ouverture du système politique qui ne semble pas ici pertinent. Le système est

intrinsèquement ouvert, réceptif aux demandes, ce qui joue en faveur des étudiants mais le mouvement étudiant ne profite nullement d'un accroissement d'ouverture.

La division des élites s'illustre dans le conflit entre le vice-président Cobos et la Présidente Ch. Kirchner. La politique menée par la Présidente réveille les passions : certains secteurs y sont farouchement opposés alors que d'autres sont enthousiastes. La division traverse les deux principaux partis. A la sortie du congrès du PJ les militants se battent à coup de barres de fer ; tous les canaux de télévision en ont diffusé les images.

La période est aussi marquée par un conflit qui oppose les agriculteurs argentins au gouvernement à propos d'une augmentation des taxes à l'exportation. Ce conflit rejaillit sur l'ensemble du pays, les argentins se divisent entre pro-agriculteurs et pro-gouvernement ou pro-Kirchner.

Les agriculteurs ont durant environ cinq mois (du mois de février au mois de juillet, précisément au jour où Cobos décide à travers la résolution 225 de soutenir le secteur agricole) bloqué les routes du pays. Ils empêchaient l'approvisionnement en vivre des villes comme des provinces reculées. Il est important de noter que le secteur agricole est un secteur puissant en Argentine. Le pays est très compétitif dans l'exportation des céréales comme le soja et le blé mais aussi de la viande bovine. De plus, dans les provinces les plus pauvres du Nord du pays les politiques les plus puissants sont souvent les heureux propriétaires d'énormes exploitations. Le gouverneur du Chacos eut par exemple un rôle de leadership particulièrement important dans le conflit.

La division s'étend encore à d'autres secteurs comme à la presse. Clarín, le plus grand quotidien national mène une guerre ouverte contre le gouvernement. Alors qu'il l'invective dans les pages du journal le gouvernement met en place une grande campagne de diffamation contre le journal. D'immenses affiches déclarant « Clarín ment » sont visibles dans tout le pays.

Au niveau provincial, ce sont les professeurs d'université qui sont mobilisés pour obtenir une hausse de salaire. Les chauffeurs de bus se mobilisent également pour les mêmes raisons durant la période qui nous intéresse. Sans parler du syndicat des travailleurs de la santé, mobilisé depuis déjà plusieurs mois en avril 2008, alors que démarre le mouvement étudiant.

L'UNC est également en conflit avec l'entrepreneur Vila Menzano car celui-ci s'est approprié des terrains appartenant à l'Université durant la dictature. L'affaire a pu être portée en justice seulement l'année précédente. Le groupe Vila Menzano possède de nombreuses chaînes de la télévision provinciale et le quotidien « diario Uno. » Ce journal est assez proche du gouvernement de Celso Jaque et fut très hostile aux étudiants durant la période du conflit.

En fait, le régime politique de la province est très sensible au phénomène de division des élites. Par exemple, les deux pouvoirs politiques présents dans la ville sont en conflit ouvert : quand la ville agit d'une façon qui déplaît aux citoyens ces derniers vont chercher recours auprès des autorités provinciales.

La grande marge de manœuvre laissée aux parlementaires génère une lutte de pouvoir entre les deux organes. Le législatif est alors tenté de gouverner à la place du gouvernement dès que l'occasion se présente. Les deux organes possédant les moyens réciproques de s'empêcher de gouverner –veto ou rejet des loi-, le régime présidentiel est le régime idéal pour qu'une division parmi les élites déborde immédiatement la sphère politique pour s'infiltrer dans celle des mouvements sociaux. Le vote du projet des étudiants en est l'exemple parfait.

La division des élites est donc bien réelle. Or, elle vulnérabilise le pouvoir en place. C'est parce que le pouvoir apparaît comme vulnérable que les législateurs choisissent de lui faire front. Cette division visible agit sur les deux sphères : elle encourage le passage à l'action des étudiants et des législateurs.

Les étudiants ont également su s'entourer de soutiens influents. Cet indicateur possède un statut particulier. Contrairement aux autres il n'est pas un état de fait qui précède le mouvement mais une donnée qui se construit tout au long du mouvement et va en accroître les chances de réussite.

Tout d'abord, à travers l'initiative de la FUC, le mouvement étudiant va s'assurer d'être soutenu par les dirigeants de l'Université. Ces derniers leur accordent leur soutien officiel¹²⁵ dès le 14 mai, jour où les étudiants déposent le projet à l'assemblée. Il est

¹²⁵ Voir annexe 5

malheureusement impossible de savoir si la décision du recteur de soutenir le projet intervient après ou avant la réception du projet à l'assemblée provinciale.

Quoi qu'il en soit, lorsque la loi est discutée le soutien du recteur est déjà officiel, il s'engage même à mener des actions pour parvenir à la mise en place rapide du projet de loi. Le 26 Mai, deux jours avant le vote des sénateurs un secrétariat lié au rectorat rencontre le gouvernement. C'est le moment où le gouvernement tente de négocier avec les élèves du FEUP. Le rectorat présente ensuite le résultat de cette réunion aux étudiants. Il est presque impossible de savoir si le recteur s'est rallié aux étudiants par crainte d'une prise du rectorat ou par conviction. En tout état de cause son ralliement officiel n'est pas dépourvu d'effet sur les parlementaires qui citent en débat l'existence de ce soutien.

Par ailleurs, deux législateurs se sont institués entrepreneurs de cause. Dès l'arrivée des étudiants à la législature le 14 mai, ils sortent sur l'esplanade pour parler avec eux, accuser bonne réception de leur demande. Il s'agit des députés Piedrafita de l'ARI et Puga du groupe unipersonnel baptisé « tous pour le changement à Mendoza. » Ils leur proposent également de demander le traitement du projet en session spéciale afin d'en augmenter l'importance.

Durant les débats le député Piedrafita reprend avant tout les fondements idéologiques et législatifs (c'est-à-dire issus de la Constitution et des lois nationales) qui sous-tendent le projet. Tous deux interviennent longuement durant le débat. « Pour moi, celui qui a beaucoup incarné la lutte c'est Piedrafita » juge un militant étudiant. Le même type de remarque revient régulièrement, les deux députés étant cités indifféremment.

Un membre du parti ARI, conseiller à la ville de Mendoza, fait également signer une résolution de soutien au Conseil municipal¹²⁶.

Quand au secteur syndical, il se ralliera aussi en partie aux étudiants ; les travailleurs de la santé participeront par exemple à une manifestation pour soutenir le mouvement en faveur du ticket étudiant.

Le mouvement est donc parvenu à s'attirer la sympathie d'importants secteurs de la société. Il y eu sans nul doute un effet d'entraînement : plus la demande paraissait proche d'être satisfaite plus les secteurs se ralliaient au combat des étudiants. La relation est toutefois à double sens, l'existence de ces soutiens ayant également influencé l'urgence de voter la loi.

¹²⁶ Voir annexe 10

Terminons par dire que les étudiants ont également réussi à s'attirer la sympathie de l'opinion publique. Ils ont fait signer une pétition en leur faveur auprès des passants de la place de l'indépendance de Mendoza. Si la population était globalement prête à les soutenir c'est parce que leur combat apparaissait altruiste, les étudiants ayant inclus tous les niveaux d'éducation dans la loi. De même qu'ils exigeaient un tarif préférentiel également sur les tickets de moyenne et longue distance, proposition entièrement nouvelle qui vise à désenclaver les quartiers marginalisés et les zones rurales.

En somme les étudiants disposaient d'une structure des opportunités politiques favorables qui leur a peut être permis, il est vrai de mobiliser plus de personnes. Mais la principale conséquence de cette configuration politique favorable c'est de favoriser le passage à l'acte des législateurs. L'ouverture d'une fenêtre d'opportunités politiques pousse les législateurs à voter la loi. En effet, tous les signes de faiblesse du gouvernement sont réunis, les parlementaires n'ont plus qu'à enfoncer la brèche. Ils s'y attèlent avec d'autant plus d'entrain que les coûts politiques comme économiques du vote de la loi sont très faibles.

3. Une demande à peu de coûts. Calcul /coût/anticipation

Accéder à la demande des étudiants c'est, pour les parlementaires une démarche qui entraîne des coûts, économiques et politiques faibles.

Une structure favorable, au sens de Tarrow, serait à elle seule insuffisante à motiver la mise à l'agenda parlementaire d'un projet de loi si les coûts impliqués par le vote de la loi étaient exorbitants. En l'occurrence, les coûts de cette démarche sont très faibles et c'est ce qui peut expliquer la rapidité de la réception.

C'est finalement pour le pouvoir exécutif et le PJ que les coûts du refus s'avèrent forts et c'est ce qui explique sa marche arrière.

Mettre en place le ticket étudiant de forme universelle, cela représente-t-il une dépense conséquente ? La question de l'impact de cette mesure sur le budget est de première importance car il semble que la motivation de l'exécutif de s'opposer au tarif exigé soit plus une conséquence de son prix de revient que d'un positionnement idéologique. Après avoir

étudié le problème sous son angle économique nous nous intéresserons aux coûts politiques qu'impliquaient pour les législateurs le vote ou le rejet du projet de loi. La question des coûts est à mettre en relation avec les calculs des législateurs, les perceptions préalables des risques potentiels engendrés par tel ou tel type de décision.

Pourquoi le PJ s'oppose-t-il à l'universalisation ? Leur discours se fonde sur l'affirmation de l'impossibilité matérielle de subventionner une telle mesure. Ils ajoutent comprendre la justesse de la demande et proposent une forme de subvention escalonnée qui permettrait aux étudiants les plus nécessiteux de voyager gratuitement alors que les plus aisés paieraient l'intégralité de leur titre de transport. Ils vont même jusqu'à ajouter que l'universalisation du tarif est en soi injuste. Pour les législateurs comme pour les étudiants cet argument est simplement utilisé pour masquer le refus de faire un effort financier relativement conséquent. « C'était une question de budget, pas d'idéologie », affirme un député.

Les députés péronistes, quant à eux, estiment que leurs opposants sont parfaitement conscients de la somme en jeu. Ils accusent par exemple les radicaux d'avoir refusé de prendre cette mesure lorsque fut votée en 2002 la première loi sur le ticket étudiant, alors qu'ils étaient aux affaires.

S'il est impossible de calculer la bonne ou mauvaise foi des radicaux lorsqu'ils prétendent que la situation économique de la province et du pays ne le permettait alors pas, il est possible d'analyser le différentiel entre les réactions des deux partis à l'aune de leur situation politique, au printemps 2008. L'enthousiasme pour une mesure même jugée socialement juste est nécessairement amoindri quand la mesure implique d'en assumer les coûts financier, quels qu'ils soient. De fait lorsqu'en 2002 la première loi sur le ticket étudiant est votée, les péronistes applaudissent la mesure.

Il est important de souligner qu'il n'existe pas d'expertise des coûts économiques qu'engendrerait la mise en place de la mesure. La seule évaluation existante a été faite par les étudiants. Ils évaluent à vingt millions de pesos argentins la somme qui devra être investie.

Pour les députés de l'opposition une telle somme n'est nullement susceptible d'avoir un impact conséquent sur le budget annuel de la province. Sans cette condition, auraient-ils voté la loi ? D'autres secteurs étaient en grève à cette époque : la santé et les professeurs d'université, tous deux réclamant des hausses de salaire. Idéologiquement, la santé est également un secteur important et il est aussi une base de l'identité nationale. Le pays s'enorgueillit en effet d'être le seul Etat du continent à soigner gratuitement les malades qui

ne disposent pas d'un revenu suffisant. Pourtant, la demande de ce secteur est restée sans réponse. Cet indice semble étoffer la thèse du coût acceptable.

Il est possible d'analyser le maintien de la posture des membres du PJ comme une négation de sa faiblesse. Lorsque le projet de loi parvient au parlement, l'exécutif a déjà refusé de prendre en considération la demande. S'il change d'avis à peine le projet réceptionné par le législatif, il avoue sa position de faiblesse.

Les débats à l'assemblée impliquent plus qu'une lutte entre majorité et opposition, ils sont le reflet d'une lutte entre les deux organes du pouvoir, l'organe exécutif et l'organe législatif. Si le gouverneur Jaque ne parvient à imposer sa décision il risque d'être mis en minorité sur toutes ses propositions, et l'organe législatif deviendrait le véritable gouvernant provincial. Le refus des législateurs du PJ de voter la mesure peut donc être analysé comme un test, une épreuve de force entre l'assemblée et le gouvernement. Certains députés non péronistes pensent en effet que le rejet du projet d'universalisation est plus le reflet d'une pression du pouvoir exécutif sur les législateurs que de l'opinion de ces derniers. Toutefois, le gouvernement fait fausse route. Il se trompe dans ses calculs s'il pense pouvoir contraindre le parlement. Il n'arrivera pas à faire plier l'assemblée d'un iota et devra lui-même revoir sa position pour s'aligner sur celle de ses opposants.

Le demi-tour du PJ au Sénat renseigne beaucoup sur ses erreurs d'anticipation. Les responsables se sont trompés sur deux plans. Tout d'abord, leur proposition d'escalonner les subventions avait pour but de diminuer les frais tout en étant moralement et socialement acceptable. Comme il a été dit précédemment, l'enjeu émotionnel et culturel de la demande était tel qu'un simple refus aurait été inacceptable.

La forme escalonnée est votée par l'ensemble des députés mais l'ensemble de l'arc de l'opposition vote également l'universalisation d'une subvention d'une valeur de 50% du prix du titre de transport. La majorité nécessaire est atteinte. Au sénat, les péronistes réalisent que l'échelle qu'ils ont donnée est totalement irréaliste. Bénéficieraient du ticket entièrement gratuit les élèves pouvant justifier d'un salaire familial inférieur à deux salaires minimum et demi. Autant dire que tous les élèves majeurs peuvent obtenir cet avantage.

Par ailleurs, refuser de voter l'universalisation aurait représenté un coût politique fort et n'aurait aucunement influencé le résultat puisque tous les autres groupes parlementaires

soutenaient la loi. Afin de garder un peu d'autorité politique l'exécutif a, semble-t-il, ordonné à ses sénateurs de s'aligner sur la majorité.

En effet, le projet de loi a gagné la sympathie de la population, et le cadre historique auquel renvoie le ticket étudiant rend difficile d'en assumer le rejet. Le gouverneur a par ailleurs tout tenté pour détourner le projet. Jusqu'à la veille de sa sanction, le 26 mai, des ministres ont tenté par le biais de négociations obscures d'imposer leur propre projet par d'autres voies que le vote d'une loi. Comme le dit un sénateur s'ils se résignent au sénat à rejoindre la position générale c'est que les législateurs du PJ n'ont plus d'autre option.

« Ce n'est pas une initiative du gouvernement provincial, ce n'est pas une initiative du gouvernement actuel de la Province et pour être honnête, les prises de parole publiques des fonctionnaires du gouvernement s'opposaient au projet. Je relève ceci parce que cela m'a surpris d'entendre ce que disait le sénateur précédent, qu'il était fier que la chambre approuve la loi et que le gouverneur donne son aval. La vérité c'est que je pense que le parti aux affaires donne son aval parce qu'il n'a plus d'autres alternatives, ce n'est probablement pas une question de conviction mais, comme dit le proverbe : on y est jusqu'au cou.»¹²⁷

En effet, les erreurs d'anticipation et mauvais calculs du gouvernement l'obligent à revoir ses positions face à des coûts financiers et politiques exorbitants.

Dès le départ le gouvernement a fait une mauvaise anticipation : jamais il n'aurait imaginé que les étudiants iraient réclamer leur dû devant les parlementaires. C'est ensuite encore un faux calcul d'imaginer pouvoir contrer la demande d'universalisation en proposant d'apporter plus aux plus pauvres. Arrivé à ce niveau de mobilisation les jeunes sont prêts pour mener jusqu'au bout la revendication historique. L'émotion historico-culturelle a déjà recouvert la demande et il n'est plus question d'obtenir de demi-mesure. Maintenir la position c'est donc se mettre à dos toute la population étudiante mais aussi toute la frange de la société qui considérait la demande comme un symbole. Puisque la loi va passer, autant en être parti prenante ; il s'agit pour le gouverneur de limiter l'animosité des étudiants et des députés, bref c'est une tentative de diminuer les coûts.

Confrontés à des coûts politiques et économiques supérieurs à leurs prévisions, les sénateurs du PJ, représentants du pouvoir exécutif de la province s'alignent sur les autres législateurs. Le gouverneur préfère également écarter la possibilité du veto. Un député adverse interprète ainsi les raisons de leur marche arrière :

« ils ont dû faire leurs calculs selon les arguments qu'on utilisait. D'abord, ça serait très impopulaire. Ce n'est pas rien de mettre son veto face à une chambre dont on sait qu'elle va voter pour. Parce que le parti justicialiste faisait les comptes et il savait que ça passerait. Je crois également que les calculs économiques qu'on faisait avec les étudiants les ont fait réfléchir.»¹²⁸

¹²⁷ Extrait du journal de session de la chambre des sénateurs de la Province de Mendoza du 11 Juin 2008

¹²⁸ Entretien avec un député

A l'opposé, les parlementaires de l'opposition ont très vite fait les bons calculs. Une fois le problème cadré sur l'histoire du ticket étudiant ils savaient que leur choix ne pourrait qu'être politiquement bénéfique. Le lien entre les députés et les syndicats étudiants laissent également percevoir l'existence d'un risque politique de se couper de la base étudiante. Comme les députés n'avaient par ailleurs pas à endosser les problèmes logistiques de la mise en place, de la réglementation du projet ils ne prenaient aucun risque en votant la loi.

Voter la loi implique en fait des risques et coûts particulièrement bas, tant sur le plan économique que politique. Ce vote favorable entraîne même un bénéfice double : d'une part un bénéfice politique puisque l'opinion publique y est majoritairement favorable et d'autre part un bénéfice symbolique ; les législateurs participent à l'Histoire argentine et restaurent symboliquement la démocratie.

Ainsi, en termes de structure politique, tous les éléments étaient agencés d'une manière favorable aux étudiants. Les législateurs s'engagent en faveur du ticket étudiant parce que le contexte politique le leur permet. Mieux, la proposition étudiante donne une possibilité d'affaiblir le gouvernement sans assumer aucun coût !

L'ouverture de cette « fenêtre d'opportunité » est un élément essentiel à l'analyse de l'action des parlementaires.

CONCLUSION :

La réussite du mouvement des étudiants mendocinos en faveur du ticket étudiant universel est-elle donc exemplaire ? Doit-elle et peut-elle servir de modèle pour les mobilisations à venir ?

La notion d'exemplarité doit ici être explicitée. Si c'est l'exemplarité éthique dans la mise en place de la lutte comme de l'action publique qui est recherchée, alors force est d'admettre le rôle non négligeable du calcul rationnel des acteurs, des stratégies, des manœuvres et de « la bonne occasion. »

Cependant, le rôle même de la sociologie est de mettre à jour ces procédés. La lutte des étudiants peut alors être considérée comme exemplaire puisqu'elle englobe les trois niveaux d'analyse pertinents de la sociologie des mobilisations, à savoir la dimension stratégique de la lutte, la dimension culturo-émotionnelle et la dimension politique.

Intéressons-nous maintenant à l'objet de la lutte. Les étudiants ont-ils obtenu l'outil nécessaire et recherché pour démocratiser l'Université ?

Il s'avère que la mise en place, la réglementation de la loi a largement déçu les attentes des étudiants. C'est à peine si elle est conforme à l'esprit de la loi. En effet le gouverneur dans son décret d'application limite les bénéfices de la loi à un total de quarante six trajets par mois, selon un calcul qui considère que les étudiants prennent deux fois le bus par jour, six jours par semaine. Or la réalité est autre : certains étudiants doivent prendre deux à trois bus juste pour se rendre à la faculté, et le même nombre pour rentrer chez eux. De plus, sous l'ancienne réglementation, les bénéficiaires du ticket étudiant disposaient d'un budget de cent pesos, ce qui correspondait à environ deux cents trajets par mois. L'acquisition du ticket universel représente donc un recul pour ces étudiants, qui sont, qui plus est, les plus nécessiteux.

Or l'engagement des députés pour la cause s'est arrêté après le vote. Très peu ont conscience des difficultés actuelles des étudiants. N. Piedrafita a toutefois déposé un projet de résolution à la chambre, projet qui fut reçu¹²⁹. Mais sous prétexte de modernisation et d'utilisation de nouveaux outils informatiques, la situation s'est de nouveau bloquée. La

¹²⁹ Voir annexes 12 et 13

portée politique de l'engagement des députés, ou de la majorité d'entre eux est alors amplifiée.

Toutefois l'aspect positif du mouvement, perçu par la plupart des organisateurs étudiants réside dans la réorganisation du mouvement étudiant. C'est-à-dire que le mouvement étudiant s'est réapproprié l'espace du débat politique, il s'est mis en action et est parvenu à une certaine unification. Pour certains cela marque un retour de l'intérêt pour l'action politique important.

Pour ma part, la recherche m'est apparue comme doublement profitable : elle m'a permis d'utiliser les outils de la sociologie moderne de façon empirique et d'améliorer ma compréhension du fonctionnement politique de la société argentine.

Ressources Bibliographiques :

-Bonavena P, Califa J-S, Millán M, *El movimiento estudiantil argentino: Historia con presente*, Edición cooperativas de Tucumán, Buenos Aires, 2007. En particulier:

- Touza R, “El movimiento estudiantil universitario de Mendoza entre 1983 y 2000”

- Braud Ph, *L'émotion en politique*, Presses de la fondation nationale de Sciences politiques, Paris, 1996

-Brennan J, El Cordobazo, *Las guerras obreras en Córdoba 1955-1976*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 1996

-Cadiou S., Dechezelles S, Roger A, *Passer à l'action, les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007

-Cefaï D, Trom D, *Les formes de l'Action collective : mobilisations dans les arènes publiques*, Edition de l'école de Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2001. En particulier :

- Snow D, « Analyse de cadres et de mouvements sociaux »

-Chaffee L, “Dramaturgical politics: the culture and ritual of demonstration in Argentina”, in *Media culture and society*, 1993, 1, p113-135

-Chazel F, *Action collective et mouvements sociaux*, Presses Universitaires de France, Paris, 1993

-Cours-Salis P, Vakaloulis M, *Les mobilisations collectives, une controverse sociologique*, Paris, En particulier :

- Mauger G, « Pour une politique réflexive du mouvement social »
- Wieworka M, « Mouvements et anti-mouvements sociaux de demain »

-Favre P, *La manifestation*, Presses de la fondation nationale de sciences politiques, Paris, 1990. En particulier :

- Dobry M, « Calcul, concurrence et gestion du sens »

-Hartog F, Revel J, *Les usages politiques du passé*, Edition de l'école des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2005.

-Henry E, « Quand l'action publique devient nécessaire : qu'a signifié « résoudre » la crise de l'amiante », in *Revue française de science politique*, vol54, n°2, avril 2004, p.289-314

-Hermant D, *L'espace ambigu des disparitions politiques*,

-Hérard D, Raimbeau C, *L'Argentine rebelle*, Editions Alternatives, Paris, 2006

-Ibarra P, *Social movements and democracy*, Edition Palgrave macmillan, 2003
En particulier :

- H. Kitschelt « Landscape of political interest intermediation :Social movements, interest groups, and parties in the early twenty-first century »
- Ch.Tilly “When do (and don’t) social movements promote democratisation”

-Kaufmann J-C, *L'enquête et ses méthodes: l'entretien compréhensif*, Armand Colin, Paris, 2007

- Kindon J, *Agendas, alternative among the policies*, Boston: Little, Brown & co, 1984

-Kitschelt H, “Political opportunity, structures and political protests: Anti-nuclear movement in four democracies” in *British journal of political science*, 16 (1), 1986, p57-85

-Mc Farland A, Costain A, *Social movements and American political institutions*, Rowman & Littlefield Publishers, 1998

-Matonti F, Poupeau F, « Le capital militant. Essai de définition », in Acte de recherche en science sociales, n°155, 2004

-Meyer D, Tarrow S, *The social movement society*, Rowman & Littlefield Publishers, 1998

-Neveu E, *Sociologie des mouvements sociaux*, Repères, La Découverte, 1996

-Sarlo B, *La batalla de las ideas*, Emece, Buenos Aires, 1994

-Tarrow S, *Democracy and disorder. Protests and politics in Italy*, Oxford, Clarendon Press, 1989

Ressources filmographiques:

-Mémoire d'un saccage, F. E. Solena, Argentine, 2003

-La noche de los lápices, H.Olivera, Argentine, 1988

Ressources radiophoniques:

- “Esos cuerpos indóciles. El movimiento estudiantil Mendocino entre 1971 y 1973”, *La Hidra de Mil Cabeza, historia de los movimientos sociales*.

Disponible sur www.lahidrademilcabezas.com.ar

Matériaux d'étude :

- Journal de session de la chambre des députés de Mendoza du 28 mai 2008

Disponible sur www.legislaturamendoza.gov.ar

-Journal de session de la chambre des sénateurs de Mendoza du 10 juin 2008

Disponible sur www.legislaturamendoza.gov.ar

-V. Gonzales J, *La revolución universitaria*, 1918-1919, Cámara de diputados de Santa Fe, Rosario, 2008

-Constitution de la Province de Mendoza

-Matériaux présents en annexe

Entretiens :

Tous les entretiens ont été réalisés à Mendoza entre le 08 février et le 28 février 2009

- Federico Lemos, journaliste au journal El sol,
27 minutes, siège du journal « El Sol »

-Pablo Barbato, Secrétaire générale de la FUC en 2008, militant AUN,
63 minutes, café de la rue P.Mendocinas

-Sebastian Melchior, militant MNR
41 minutes, chez lui

-Ariel Gherrera, militant indépendant, porte-parole de l'assemblée étudiante
66 minutes, parc civique

-Federico Moreno, militant DALE et PTS, porte-parole de l'assemblée étudiante
71 minutes, faculté de sciences politiques et sociales

-Ema Quiroga, militante ADE, actuelle présidente du centre étudiant de la faculté de droit
49 minutes, faculté de droit

-Yamila Marino, militante Franja morada
56 minutes, faculté de sciences politiques et sociales

-Luis Orbelli, député (PJ) de la Province de Mendoza
65 minutes, à son bureau

-Ricardo Puga, député (Todos para el cambio en Mendoza) de la Province de Mendoza
39 minutes, salle de commission

-Eliana Vietti, député (UCR) de la Province de Mendoza
65minutes, à son bureau

-Nestor Piedrafita, député (ARI) de la Province de Mendoza
63 minutes, à son bureau

-Anibal Rodriguez, sénateur (CC) de la Province de Mendoza
53 minutes, à son bureau

Table des annexes :

Les annexes ne figurent que sur la version papier

| | |
|--|-----|
| Annexe 1 : Loi 7872, sur le ticket étudiant universel, votée le 11 juin 2008..... | 94 |
| Annexe 2 : Loi 7053, sur le ticket étudiant, votée le 01 octobre 2002..... | 96 |
| Annexe 3 : Résolution du rectorat n° 268, du 17 mars 2008 | 98 |
| Annexe 4 : Demande de soutien au rectorat émis par la FUC | 100 |
| Annexe 5 : Réponse du rectorat : soutien officiel du rectorat | 101 |
| Annexe 6 : Projet de loi présenté par la FUC à la chambre des députés..... | 102 |
| Annexe 7 : Sollicitation de session spéciale, reçue par les députés | 104 |
| Annexe 8 : Compte rendu émis par le rectorat suite à une réunion avec le gouvernement | 105 |
| Annexe 9 : Etude sur les coûts qu’engendrerait le ticket étudiant universel, réalisée par les étudiants | 107 |
| Annexe 10 : Soutien officiel du Conseil municipal de la ville de Mendoza | 108 |
| Annexe 11 : Tract du syndicat ADE : « Synthèse d’une réussite de tous et pour tous » ... | 110 |
| Annexe 12 : Projet de résolution déposé par N.Piedrafita pour les étudiants à la chambre des députés suite à la réglementation jugée non satisfaisante | 112 |
| Annexe 13 : Décision de la Chambre des députés ; en réponse au document précédent.... | 114 |